

le monde
Libertaire

Organe de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'I.F.A.

N° 474

JEUDI 10 FÉVRIER 1983 6,00 F

RASSEMBLEMENT POUR LA LIBERTÉ D'EXPRESSION

A PARIS SAMEDI 12 FÉVRIER

14H

ESPLANADE

DE BEAUBOURG

**AVEC
RADIO
LIBERTAIRE**



LISTE DES GROUPES F.A.

PROVINCE

AISNE : ANIZY-LE-CHATEAU
 ALLIER : MOULIN — YZEURE
 ARDÈCHE : AUBENAS
 AUDE : NARBONNE
 B.-D.-R. : MARSEILLE — BOUC-BEL-AIR
 CALVADOS : CAEN
 CHARENTES-MARITIMES : MARENES — ROCHEFORT
 CÔTE-D'OR : DIJON
 DOUBS : BESANÇON
 FINISTÈRE : BREST
 GARD : GROUPE DU GARD
 GIRONDE : BORDEAUX — CADILLAC
 HAUTE-GARONNE : TOULOUSE
 HÉRAULT : BÉZIERS
 ILE-ET-VILAINE : RENNES
 INDRE-ET-LOIRE : TOURS
 LOIRE : SAINT-ÉTIENNE
 LOT-ET-GARONNE : AGEN
 MAINE-ET-LOIRE : ANGERS
 MANCHE : CHERBOURG
 MARNE : REIMS
 MORBIHAN : PLUVIGNER
 MOSELLE : METZ
 NORD : LILLE — VALENCIENNES
 OISE : BEAUVAIS
 ORNE : FLERS — LA FERTÉ-MACÉ
 RHÔNE : LYON
 SARTHE : LE MANS
 SEINE-MARITIME : LE HAVRE — ROUEN
 SOMME : AMIENS
 VAR : GROUPE RÉGION TOULONNAISE
 HAUTE-VIENNE : LIMOGES
 YONNE : AUXERRE
 LA RÉUNION : LE PORT
 BELGIQUE : ARLON

LIAISONS

NORD : Noyon, Pont-Sainte-Maxence, Creil, Hénin, Beaumont, Saint-Quentin.
 EST : Nancy, Charleville-Mézières, Vosges, Bas-Rhin, Haut-Doubs, Haute-Saône, Belfort-Montbéliard.
 ILE-DE-FRANCE : Maule, Brunoy, Mantes-la-Jolie.
 OUEST : Bégard, Quimper, Routot, Laval, Portiers, Saintes, Chatelleraut, Angoulême, Lorient, La Roche-sur-Yon.
 CENTRE : Blois, Vierzon, Le Puy, Monistrol-sur-Loire, Saumur, Chartres, Clermont-Ferrand.
 SUD, SUD-OUEST : Salon-de-Provence, Aix-en-Provence, Le Caylar-Lodève, Hyères, Montpellier, Périgueux, Antibes, Tournon, Beaucaire, Pays Basque, Sainte-Affrique, La Seyne-sur-Mer, Nice-Cannes, Lot.
 RHÔNE-ALPES : Thonon-les-Bains, Chambéry, Grenoble.
 CORSE : Ajaccio.
 GUADELOUPE : Gourbeyre.

PERMANENCES DES GROUPES F.A.

Liaison FA de Guingamp : permanence au local du CES, au centre culturel de Pors Anguen, les deuxième et quatrième mercredis du mois, de 20 h à 21 h.
 Groupe de Noyon : permanence le 1^{er} jeudi du mois, sous-sol de la mairie de Noyon, de 20 h 30 à 22 h 30 environ.
 Groupe Michel Bakounine : permanence tous les jeudis, de 20 h 30 à 21 h 30, Maison des syndicats, salle n° 2, 2, rue Tréville, 17300 Rochefort.
 Groupe Région toulonnaise : le samedi de 15 h 30 à 18 h, au centre d'étude et de culture libertaire, cercle J. Rostand, rue Montébello, Toulon.
 Groupe de Rennes : le mardi à partir de 20 h à la MJC La Paillette.
 Permanences FA d'Angers : tous les vendredis de 17 à 19 h, à la librairie La Tête en Bas, 17, rue des Poëliers à Angers.
 Groupe de Marseille : le samedi de 14 à 17 h, 3 rue de la Fontaine de Caylus, 13002 Marseille.
 Groupe du Havre, Jules Durand/L'entraide : Pour tout contact, écrire à ADIR, 53, rue Jules Tellier (en face du parking Franklin), 76600 Le Havre.
 Groupe du 11^e : permanence à Publico, 145, rue Amélot, 75011 Paris, tous les mardis de 10 à 15 h.
 Groupe d'Amiens : permanence tous les mardis de 19 à 20 h, salle Dewailly, 80000 Amiens. Germain c/o BP 7, 80330 Longueau.
 Groupe Nestor Makhno de Saint-Etienne : tous les mardis à partir de 19 h 30, salle 15 bis CNT-LP, Bourse du Travail, cours Victor Hugo à Saint-Etienne.
 Groupe « Soleil noir » de Cadillac : tous les samedis de 14 à 19 h, 26, rue de Branne à Cadillac (salle de l'ancien CES).
 Groupe Eugène Varlin : petite salle du patronage laïc, 72, avenue Félix Faure, (15^e), métro boucicaud, tous les mercredis de 19 à 20 h.
 Groupe « les temps nouveaux » de Brest : permanence le 3^e samedi du mois, de 10 h à 12 h, au Centre social de Pen Ar Creach, rue du professeur Chrétien.
 Groupe Fresnes-Antony : le samedi de 10 à 19 h et le dimanche de 10 à 13 h, au 34, rue de Fresnes, 92160 Antony, tél. : 668.48.58.
 Liaison Blois : permanences le jeudi de 18 à 22 h, 24, rue Jean de la Fontaine, apt 57, Blois — 74.26.02.
 Groupe d'Anizy-le-Château : permanence les lundis, de 19 à 20 h, salle communautaire du Moulin de Paris, Merlieux, 02000 Laon (tél. : (23) 80.17.09).
 Groupe Sébastien Faure de Bordeaux : le mercredi de 18 à 19 h et le samedi de 14 à 17 h, en son local, 7, rue du Muguet à Bordeaux.
 Groupe Voline : 26, rue Piat, Paris 20^e. Permanences les 1^{er} et 3^e jeudis de chaque mois, de 19 à 20 h 30, et samedi sur rendez-vous.
 Groupe Proudhon de Besançon : 77, rue Battant, les mercredis et samedis de 16 h à 19 h.
 Groupe d'Aubenas : de 10 h à 12 h, sur le marché d'Aubenas, au cours de la tenue de la table de presse.
 Groupe Louise-Michel : permanence le lundi, de 18 h 30 à 20 h, au 10, rue Robert Planquette, Paris-18^e.
 Groupe de Beauvais : permanence le 1^{er} mardi du mois, de 19 h à 21 h, salle de la Tour, Soie Vauban, 60000 Beauvais.
 Liaison d'Aix-en-Provence : permanence tous les mercredis, de 14 à 17 h, dans le hall de la faculté de Lettres, au cours de la tenue de la table de presse.
 Liaison Brunoy : permanence au Foyer social : 4, allée de Guyenne, entrée côté caves (en face du gymnase), Hautes Mardelles, le jeudi de 19 h à 20 h.
 Groupe de Lille : tous les mercredis (excepté pendant les vacances) dans le hall de l'université de Lille III, de 11 h 45 à 13 h 45, à Villeneuve-d'Ascq ; tous les jeudis (sauf pendant les vacances), de 12 h 30 à 13 h 45, dans la cafeteria de l'UT Carrières sociales, 9, rue Angelier à Lille ; tous les premiers samedis du mois, de 15 h à 17 h, au 23 bis, rue de Fontenoy, à Lille (tél. : (20) 53.85.23).
 Liaison de Lyon : permanence les deuxième et quatrième mercredis de chaque mois, de 20 h à 21 h 30, au 13, rue Pierre-Blanc, à Lyon.

RÉGION PARISIENNE

PARIS : 12 groupes répartis dans les arrondissements suivants : 1^{er}, 3^e, 4^e, 5^e, 9^e, 10^e, 11^e, 13^e, 14^e, 15^e, 18^e, 19^e, 20^e.
 BANLIEUE SUD
 — FRESNES-ANTONY
 — ORSAY-BURES
 — BOULOGNE-BILLANCOURT
 — VILLEJUIF, VITRY
 — MELUN
 BANLIEUE EST
 — GAGNY, NEUILLY-SUR-MARNE, CHELLES
 — MONTREUIL, ROSNY
 — BOBIGNY-DRANCY
 BANLIEUE OUEST
 — HOUILLES-SARTROUVILLE
 — VERSAILLES
 BANLIEUE NORD
 — VILLENEUVE-LA-GARENNE, ST-OUEN
 — DOMONT
 — ARGENTEUIL, COLOMBES
 — SEVRAN, BONDY

LIAISONS PROFESSIONNELLES

— LIAISON DES POSTIERS
 — CERCLE INTER-BANQUES
 — LIAISON ORTF
 — LIAISON INSTITUTS DE SONDAGES

SEVRAN-BONDY

Le groupe Sevrans-Bondy organise, le vendredi 25 février, à 20 h 30, une réunion d'information sur le thème : *Les anarchistes et la commune libertaire*. Elle se tiendra au centre Alfa, 3, allée des Pensées, à Bondy.

ROCHEFORT

Le groupe Michel Bakounine organise une réunion publique sur le thème : *Les Anarchistes et les élections municipales*, le jeudi 17 février, à 21 h, à la Maison des syndicats, salle n° 2, 2, rue de Tréville, Rochefort.

LA ROCHELLE

Le groupe Michel Bakounine organise une réunion publique sur le thème : *Les anarchistes et les élections municipales*, le vendredi 18 février, à 21 h, salle municipale, 46, rue Basse de Saint-Eloi, La Rochelle.

COMMUNIQUÉS

• Le groupe Albert Camus de Toulouse assure une permanence avec table de presse le dimanche, de 10 h 30 à 12 h 30, au marché Saint-Sernin.

• Les sympathisants libertaires travaillant à l'Office national des Forêts peuvent prendre contact avec la Fédération anarchiste par l'intermédiaire des Relations intérieures.

• En vue d'une rencontre des libertaires de l'Allier en mai 1983, nous demandons à tous les lecteurs du ML de l'Allier de prendre contact avec notre groupe (par l'intermédiaire des RI) pour la réussite de cette rencontre.

• Le groupe Région toulonnaise tiendra un stand les 19 et 20 février, à l'ancienne patinoire de « Vert Coteau » à Toulon, dans le cadre de la fête de Radio 89 F.M.

• Les personnes intéressées par la création d'une liaison à Montluçon, dans l'Allier, peuvent prendre contact avec les RI qui transmettront.

• Le groupe Orsay-Bures organise une vente du ML tous les jeudis, de 17 h 30 à 18 h 30, à la gare d'Orsay.

• Pour le développement de l'anarchisme dans les Côtes du Nord, le renforcement du fédéralisme et la constitution d'un groupe FA (ou plus), la liaison FA de Guingamp invite tous les lecteurs du ML, les sympathisants de la FA et les libertaires isolés du département ou de la région Paimpol, Guingamp, Lannion, Saint-Brieuc à prendre contact en écrivant aux RI qui transmettront.

• Les libertaires désireux de prendre contact avec la FA en Franche-Comté peuvent contacter le groupe Proudhon à Besançon, ou les liaisons du Haut-Doubs, de la Haute-Saône et de la région Belfort-Montbéliard.

Rédaction-Administration
 145, rue Amélot, Paris 11^e
 Directeur de publication
 Maurice Joyeux
 Commission paritaire n° 55 635
 Imprimerie « Les Marchés de France »
 44, rue de l'Ermitage, Paris 20^e
 Dépôt légal 44 149 - 1^{er} trimestre 1977
 Routage 205 - Publi Routage
 Diffusion SAEM Transport Presse

PARIS

Les groupes Berneri (10^e), Louise-Michel (18^e) et Eugène Varlin (15^e) organisent sur Paris, à l'occasion des élections municipales, une série d'initiatives ayant pour thème : *La commune libre*.

• Le mardi 15 février, à partir de 18 h 30 : meeting-gala organisé par le groupe Louise-Michel. Au programme : chansons de Paris, exposition, librairie, meeting-débat, buffet. La partie artistique sera assurée par J.-C. et J.-P. Amara, avec leurs orgues de barbarie. Au 129, rue Marcadet, Paris-18^e (m° Lamarck ou J. Joffrin). Entrée gratuite ;

• Le samedi 26 février, à partir de 19 h : grande fête du groupe Eugène-Varlin. Au programme : à 19 h, la commune anarchiste ; à 20 h, P. Didier chante... ; à 21 h, grand bal populaire. Au 72, avenue Félix-Faure, Paris 15^e (m° Lourmel ou Boucicaud). Entrée : 15 F ; 10 F pour les porteurs de la carte de Radio-Libertaire.

Le groupe Albert Camus de Toulouse vient d'éditer une affiche anti-électorale en deux couleurs. prix : 5 F l'unité ; 0,60 F à partir de 10 exemplaires. Format : 44 x 56.

DRANCY

Le groupe Bobigny-Drancy et l'ADIP organisent une réunion-débat, le jeudi 10 février, ayant pour thème : *La prison*. Les personnes intéressées par cette initiative devront se rendre à la salle Paul Eluard, 144, rue Roger Salengro, 93 Drancy, à 20 h. On peut venir facilement par les transports en commun. Bus : 148, 151, 173, 301, 354. Arrêt : Bobigny Six Routes.

LA SEYNE-SUR-MER

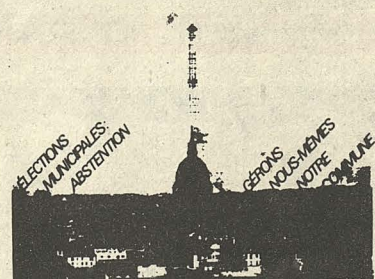
Le groupe Région toulonnaise organise le vendredi 25 février, à 20 h, au centre culturel Jacques-Laurent, à la Seyne-sur-Mer, une réunion-débat sur le thème : *La commune anarchiste*.

NOYON

Le groupe de Noyon organise le mercredi 16 février, à 20 h 30 précises, au sous-sol de la mairie de Noyon, une soirée-débat sur le thème : *Les anarchistes face aux élections municipales*.

RENDONS NOTRE VILLE

PROPRE !
 DÉBARRASSONS-NOUS
 DE SES
 POLITICIENS



FÉDÉRATION ANARCHISTE

Affiche éditée par les groupes E. Varlin, P. Besnard, L. Michel et C. Berneri. Prix : 1 F l'unité ; 0,10 F au-dessus de 10 exemplaires. Format : 44 x 56.

Le groupe Louise-Michel vient d'éditer une brochure : *Des municipalités à la commune libertaire*, aux éditions La Rue. Au sommaire : *La Société contre l'Etat ; Les Expériences alternatives ; La Place de la commune dans la société française ; L'Intervention des anarchistes aujourd'hui*. Prix : 14 F. En vente à Publico.

LE MANS

Le groupe du Mans de la FA organise le mardi 15 février, à 20 h 30, au centre Jacques Prévert, un meeting sur le thème : *Les Anarchistes face aux élections municipales*.

PARIS

Le groupe du 11^e arrondissement de Paris (sous l'égide de l'AEPL) organise une rencontre libertaire, le dimanche 27 février, de 14 à 18 h, à l'AGECA, 177, rue de Charonne, Paris-11^e (m° Alexandre-Dumas).

Au programme, des meetings-débats sur les thèmes suivants : *Radio-Libertaire ne se taira pas ; Non aux accords Hernu/Savary ; Plusieurs interventions : transports, logement, squatt... ; Les propositions anarchistes*.

La partie spectacle sera assurée par Serge Utgé-Royo et Jean-Luc Debatisse. Avec table de presse, buffet, animation. Participation aux frais.

Permanence des Relations intérieures : le samedi, de 14 h 30 à 18 h, au 145, rue Amélot, Paris-11^e (m° République), tél. : 805.34.08.



Abonnez-vous !

TARIF	France	Sous pli fermé	Etranger
13 n°	70 F	80 F	100 F
25 n°	130 F	150 F	190 F
50 n°	250 F	280 F	350 F

LE MONDE LIBERTAIRE

| Rédaction Administration

145 rue Amélot 75011 Paris

Tél 805.34.08

ABONNEMENT DE SOUTIEN : 300 F

Paiement à l'ordre de Publico

BULLETIN D'ABONNEMENT

à retourner 145, rue Amélot, 75011 Paris (France)

Nom Prénom
 N Rue
 Code postal Ville
 à partir du N (inclus) Pays
☐ Abonnement ☐ Reabonnement ☐ Abonnement de soutien
☐ Cheque postal ☐ Cheque bancaire ☐ Mandat lettre
 Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande et 4F en timbre poste

en bref...en bref...

• Richard Laurent a été libéré le 20 décembre, après une échapatoire que lui proposait officieusement le psychiatre militaire, et officiellement, ensuite, le juge d'instruction, j'ai nommé la réforme psychiatrique. Il va sans dire que la mobilisation militante (lettres, télégrammes de protestation, déplacements sur le lieu du procès) a permis le rapport de forces qui obligea l'armée à lâcher du lest.

• Jean-Albert Lebouc, éducateur, a été condamné le 7 janvier à un an de prison avec sursis pour avoir refusé le service civil.

• Le groupe région parisienne de l'Univers pacifiste vous invite à une réunion afin d'examiner avec eux quelles formes de protestations peuvent être envisagées. Cette première rencontre se tiendra le mardi 1^{er} mars, à 19 h 30, au 46, rue de Vaugirard. En effet, l'UP veut profiter du salon de Satory (Supermarché des armes françaises) pour dénoncer la France en tant que troisième vendeur d'armes.

• Lors du VI^e congrès de la CNT à Barcelone, une partie des délégués, invités et observateurs étaient logés dans deux hôtels qui avaient consenti des réductions importantes pour les congressistes. L'un d'eux a décidé de poursuivre dans ce sens et propose à toutes les sections de l'AIT (comme l'USI italienne ou la CNT française) que leurs membres bénéficient toute l'année d'une réduction de 10% sur le prix des chambres et des repas. En outre, ils obtiendront tout renseignement sur le tourisme en Catalogne. Donc, Hôtel principal Guntà Carrera, 8, Barcelona 1, tél. : 318.89.70.

• Exposé à Paris VIII, dans le cours de mademoiselle Persot, le 23 mars de 16 h 30 à 18 h 30, sur le thème suivant : Deux figures de l'anarchisme : May Picqueray et Maurice Joyeux. Présenté par Michel Haqueberge, dans le cadre d'une licence d'histoire.

• Le Comité Salvador/Amérique centrale de Bordeaux organise un débat précédé de la projection du film : *La Décision de vaincre : les premiers fruits*, au centre Jean Vigo, le Trianon, 6, rue Franklin, à Bordeaux, le 15 février à 20 h 15.

Sommaire

PAGE 3
En bref
Editorial
Radio-Libertaire
PAGE 4
Manifestation étudiante
Les anarchistes et les élections
Les métiers de l'alimentation
Le rapport Legrand
PAGE 5
La vie quotidienne à l'armée
PAGE 6
L'utopie
PAGE 7
La crise aux Etats-Unis
Eugen Relgis
PAGE 8
Le SMOT
PAGE 9
Informations internationales
PAGE 10
Archives
Science-fiction
PAGE 11
Livres, cinéma...
PAGE 12
Pétrole et crise économique
La pilule à Maire.

COMMUNIQUÉ

SUITE au communiqué du 1^{er} février 1983 émanant de la Haute Autorité de la communication audiovisuelle, Radio-Libertaire (regroupant Radio-Libertaire Paris, Radio-Libertaria, Radio-Esperanto et Radio-Liberté) s'insurge :

- contre l'exclusion arbitraire de cette liste d'une centaine de stations pour ce qui concerne la seule région parisienne, au mépris de la liberté d'expression, slogan simplement réservé aux campagnes électorales ;

- contre ce fait, qui n'est pas non plus dû au hasard, que Radio-Libertaire est la seule station déjà regroupée à qui est imposée une autre fusion ;

- contre la place premièrement accordée à des stations dont l'idéologie (religieuse, politicienne ou marchande) a toujours su s'imposer sur les ondes ou dans nos vies. Cette consécration que l'on retrouve en tête de liste, des traditionnelles familles de pensée, jamais exclues — bien au contraire — serait une bien triste fin de combat des radios libres — pardon, privées.

Radio-Libertaire

Radio-Libertaire

**Chef !
Elle ne veut pas se taire !...**



Manifestation en voitures de Radio-Libertaire, le 20 juillet 1982.

SELON toute évidence, Radio-Libertaire, la Voix sans maître, n'a pas désavoué un slogan qui n'est, celui-là, pas publicitaire, mais bien porteur du thème essentiel de l'anarchisme — la lutte anti-autoritaire. La faune des salons ministériels, les rats de commissions et autres parasites d'institutions de l'Etat le savent, pour qui Radio-Libertaire reste l'épine dans le pied, l'écueil que l'on aimerait voir disparaître ou se taire, « phagocytée » comme tant d'autres.

Incrévable anarchie ! Sûr, elle pose un problème à ces technocrates corrompus, politiciens rompus aux intrigues et compromissions, professionnels ou aspirants ! Tous ceux qui, péniblement, ont pondu cette crotte qu'est la liste des permissions de parole, et où figurent principalement tous ceux qui ont toujours pu partout s'exprimer, religieux, politicards, marchands ! La censure à visage humain, rose...

Radio-Libertaire, d'abord totalement exclue des listes publiées par les commissions bidons Holleaux et Galabert, apparaît finalement — en posture difficilement acceptable, certes — dans la liste dite définitive publiée le 1^{er} de ce mois par la Haute Autorité etc. (HAA). Une fleur ? Pensez-vous ! Rappelons les milliers d'appels téléphoniques d'auditeurs bloquant les standards des ministères, de télégrammes, même de l'étranger, s'amoncelant sur leurs bureaux... et les salles combles des spectacles de Radio-Libertaire ! Simultanément, des militants de la Fédération anarchiste occupaient les locaux de la Sacem, collaient des affiches sur tel ministère ou ma-

nifestaient devant la Maison de la radio, devant la Télévision française, déployaient encore une banderole du haut de Notre-Dame, après s'y être enfermés.

Tout cela, naturellement, aide à se faire entendre et respecter... ou craindre, d'ailleurs. Ainsi, jeudi dernier, le 3, la HAA invitait qui le souhaitait à un débat sur la question des radios libres à la faculté de Jussieu. Radio-Libertaire, innocemment bien sûr, appela ses auditeurs à s'y rendre afin d'interroger, fermement, les « hauts autoritaires ». Eh bien, en dernière minute, débat annulé — ils avaient un « empêchement » !

Quand nous parlons de posture difficilement acceptable à propos de la « nouvelle » situation qui nous est faite, c'est que comme le souligne le communiqué ci-dessus, on veut encore « marier des stations déjà regroupées (Canal 89 représente en effet déjà trois stations). Jusqu'où cela ira-t-il ? A quand une seule fréquence pour toutes les stations ?

Difficilement acceptable, car où sont passés toutes les autres radios, et même si nombre d'entre elles ne nous agréaient pas ? Qu'en est-il de notre plan de fréquence présenté, et où ne figuraient pas dix-sept, dix-huit ou vingt-deux fréquences, mais au moins quarante pour Paris intra-muros seulement ?

Pour parler franc, notre sentiment est que le combat des radios libres, et celui de Radio-Libertaire notamment, ne fait que commencer... après quelques années de pratique en ce qui nous concerne. Nous sommes prêts, entraînés, et moins seuls que jamais.

Pour Radio-Libertaire
Gérard

Editorial

A l'image de ce que Proudhon appelait « les classes ouvrières en France », force est de constater que les derniers événements survenus dans l'industrie automobile française illustrent parfaitement, si besoin était, la grande division du monde du travail.

D'un côté, les ouvriers spécialisés, travailleurs immigrés pour la plupart, contraints pour survivre de quitter leur famille, leur pays, pour venir effectuer sur les chaînes de Billancourt, Flins ou Aulnay, des tâches rebutantes et exténuantes ; de l'autre, le monde des ouvriers qualifiés, des contremaîtres et cadres voués à des travaux plus nobles.

Le taylorisme, dans ce qu'il a de plus avilissant pour le travailleur — nous voulons parler ici du « travail en miettes » — est essentiellement réservé à ces nouveaux « manouvriers » venus en France louer leurs bras pour des salaires de misère qui ne feront jamais rougir de honte cette bourgeoisie qui, nous dit-on, est la plus stupide du monde. Que ces travailleurs s'organisent, relèvent la tête, fassent grève, en un mot défendent leur dignité et proclament bien haut leur droit, et c'en est fait de cette réserve du langage qu'affectent les gens qui nous gouvernent.

En un mot, c'est l'affolement et l'on peut voir les Mitterrand, Mauroy et consorts parler de complot intégriste : l'Islam, un mal étrange venu d'ailleurs, s'attaquant à la société française tout entière et capable de déchaîner dans ce beau pays les plus viles passions !

Le bel édifice risque de sombrer tout entier sous les coups de boutoir de quelques centaines, voire de quelques milliers, de travailleurs... Quelle dérision ! Ne croirait-on pas entendre les jacobins, les Cavaignac, tous les sabreurs de l'histoire, parlant de la canaille, cette partie du peuple marginalisée, vouée aux travaux les plus exténuants, allant de ville en ville, assiégeant presque ces dernières pour trouver de quoi subsister, « ce prolétariat campant aux portes de la cité », cette mauvaise conscience de la bourgeoisie qui, les jours de colère et de révolte, faisait trembler les faubourgs.

La peur est mauvaise conseillère, messieurs les socialistes. On vous parle de dignité, de droit, de morale, de justice et vous répondez par des propos engendrant le racisme et la xénophobie. Il y a de votre part un refus fondamental d'examiner les problèmes liés à un certain type de production et à la nature des produits fabriqués. Pourriez-vous, au moins une fois dans l'histoire, sans pour cela bien sûr faire la révolution, retrouver quand même au niveau du discours et des actes cette éthique qui vous fait tant défaut et au nom de laquelle personne ne peut demander à un travailleur de s'automutiller — c'est-à-dire de travailler à la chaîne — fût-il Africain, Maghrébin ou Français.

Faites, messieurs les socialistes, « aussi bien » que vos homologues d'Europe du Nord, prenez toutes les mesures amenant la disparition de cette forme de travail dégradante et humiliante. Faites au moins cela... Ou disparaissez... Nous nous chargeons du reste !

ABONNEZ-VOUS!

COMMUNIQUÉ

LE regroupement Radio-Libertaire (Radio-Liberté, Radio-Esperanto, Radio-Libertaria et Radio-Libertaire Paris) invite tous les auditeurs à se rendre au rassemblement qu'il organise, le samedi 12 février 1983, sur l'Esplanade de Beaubourg, à partir de 14 h. Ce rassemblement a pour but de réaffirmer notre volonté (la vôtre et la nôtre) de conserver sur 89,5 MHz notre station qui émet depuis dix-huit mois. Le verdict de la Haute Autorité est tombé mardi 1^{er} février, suggérant à Radio-Libertaire et à Canal 89 de discuter d'un éventuel regroupement. Une fois de plus, la Haute Autorité nous propose de nous associer à un regroupement déjà existant, ce qui n'a été demandé à aucun autre regroupement constitué.

Le communiqué final de la Haute Autorité est inadmissible du fait qu'il exclut arbitrairement une centaine de stations pour ce qui concerne la seule région parisienne, au mépris de la liberté d'expression ; aspect particulièrement scandaleux quand on constate qu'une place est premièrement accordée à des stations dont l'idéologie (religieuse, politicienne ou marchande) a toujours su s'imposer sur les ondes ou dans nos vies. Cette consécration, que l'on retrouve en tête de liste, des traditionnelles familles de pensée jamais exclues, bien au contraire, sera une bien triste fin du combat des radios libres.

Pour toutes ces raisons, venez nombreux, le samedi 12 février à 14 h, sur l'Esplanade de Beaubourg, où vous aurez le loisir de rencontrer les artistes, les personnalités, les associations, qui ont été les invités de Radio-Libertaire. Faites-le savoir autour de vous.

Tous ensemble, luttons pour une dérogation pour le regroupement Radio-Libertaire sur 89,5 MHz.

Radio-Liberté — Radio-Esperanto — Radio-Libertaria —
Radio-Libertaire Paris

MANIFESTATION ETUDIANTE

ENCORE une manifestation des étudiants pour obtenir une entrevue avec un fonctionnaire impuissant et/ou irresponsable, afin d'obtenir les crédits nécessaires pour continuer les enseignements proposés au début de l'année ! Les rares fois où les délégations ont été reçues, c'était la mauvaise adresse. Mardi 2 février, c'était le ministère du Budget qui nous recevait.

Une manifestation réunissant des étudiants de Censier, de Nanterre, de Tolbiac, certains professeurs et des membres du personnel est partie de Censier et s'est rendue à Jussieu, puis à la Sorbonne.

Difficilement rythmé par des emmerdeurs, ce cortège, en arrivant rue de Rivoli, put apprécier la perspective grandiose des arcades, brisée par des piliers bleu-marine. L'enjeu n'était pas clair : s'agissait-il de déléguer une dizaine de personnes au ministère ou de bloquer à cinq cents ou six cents la circulation ? On pouvait là aussi se laisser séduire par le show devant les caméras. En tous cas, l'objectif des flics (présenté comme un ultimatum) était de nous ranger sur la place du Palais Royal. Une bonne partie des manifestants refusa d'obtempérer et décida de bloquer la rue. La « nouvelle police » contre-attaqua avec ses matraques planquées sous le ciré. Brève et facile bastonnade devant des étudiants qui ne s'attendaient pas à ça. Ça a drôlement changé !

Rien n'avance, pas plus les étudiants devant les flics que les revendications et les dossiers dans les ministères. On est fixé, du côté des facs, sur le changement. La grève continue. **Pascal C.**

Les anarchistes face aux municipales

FIN janvier, le groupe anarchiste d'Aubenas et la liaison FA de Tournon ont organisé, en Ardèche, trois réunions-débats sur le thème : *Les anarchistes face aux municipales*.

Si le nombre des participants n'a pas été à la hauteur de nos espérances et du travail d'information entrepris, il n'en demeure pas moins que ces réunions nous ont permis de diffuser et de développer les idées anarchistes et de prendre de nouveaux contacts.

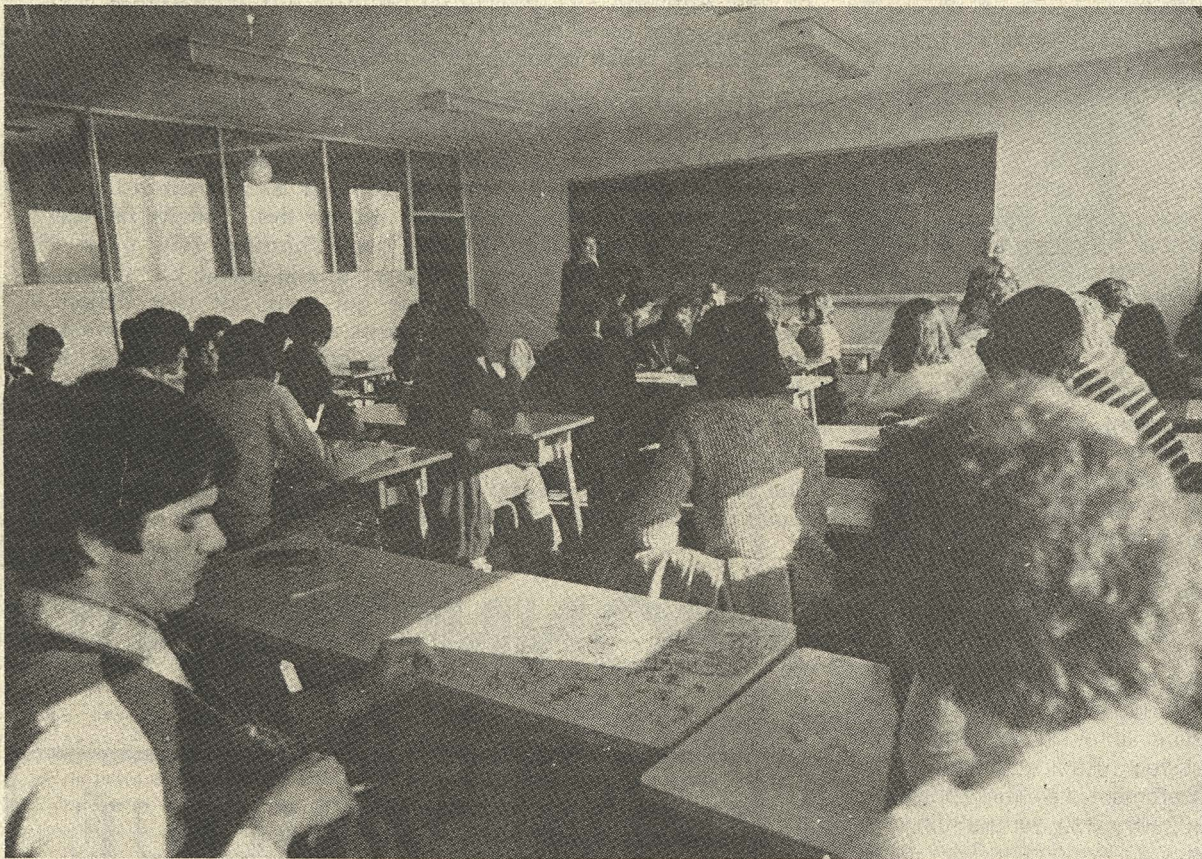
Fidèles à nos principes anti-électoralistes, nous avons expliqué pourquoi nous ne voterons pas lors de ces élections. Mais, si nous appelons à l'abstention révolutionnaire et si nous critiquons et refusons totalement

le système démocratique et le suffrage universel, nous avons insisté sur le fait que nous proposons de ces élections municipales pour faire des propositions concernant la gestion future des communes libres, dans une société anarchiste. Nous nous sommes donc attachés à être les plus positifs et les plus constructifs possible, pour qu'enfin anarchie ne soit plus synonyme de désordre, de confusion, de terrorisme ou d'utopie.

Bien entendu, les débats débordèrent sur des thèmes plus généraux : la gestion du capital et de la crise par la gauche, la question syndicale, l'anarchisme en général et ses expériences historiques (Espagne 1936-39...).

Le peu de participants à ces réunions ne nous empêchera pas de continuer inlassablement notre combat et nos activités de propagande anarchiste. Le travail des militants révolutionnaire est un travail de longue haleine, se heurtant sans cesse à l'autorité et au pouvoir, ainsi qu'à la méfiance et à l'hostilité, souvent inconsciente des masses exploitées. Mais face à la faillite des idéologies et des systèmes politiques et économiques (capitalisme et marxisme) qui se partagent actuellement le monde, l'anarchie reste la seule alternative viable et crédible, qui rendra les hommes et les femmes libres et égaux, dans une société universelle, sans classes ni Etat.

Groupe anarchiste d'Aubenas



LE RAPPORT LEGRAND

Le rapport Legrand est donc arrivé et le ministère comme les directions syndicales y sont favorables (cf ML n° 470 et 471). Ce rapport devant « révolutionner » les collèges, il semblerait normal et logique que ministère et syndicats en informent les enseignants de collèges !

« Quel rapport Legrand ? Officiellement, je n'ai été averti de rien », peut affirmer un professeur de collège parisien. Effectivement, la seule information n'est venue que de la presse et des syndicats. Rien d'officiel, aucune information n'est venue du ministère !

Dans de nombreux établissements, le SNES a appelé les profs à des réunions afin de débattre de ce rapport qui les concerne directement. Ainsi, les enseignants du collège Vincent d'Indy de Paris-12^e demandèrent à l'inspection académique de leur accorder une demi-journée de réunion. Le ministère refusa, ne voulant pas « systématiser » ce genre de consultations ! Aussi, dans certains collèges, les profs

se réunirent-ils en dehors des heures de travail ; dans d'autres ils passèrent, outre le refus ministériel et organisèrent des réunions sauvages !

Hormis le problème des horaires, la principale question soulevée par les professeurs est celle concernant la formation : « Nous ne sommes formés que pour transmettre des connaissances », rappelait un professeur de Vandœuvre (près de Nancy).

Dans *Le Monde* du 20 janvier, M. Louis Legrand répond à la question. Après avoir annoncé qu'il y a un immense effort de formation des instituteurs à accomplir, il reconnaît que le « problème-clé, c'est la formation des enseignants », et voici ce qu'il propose : « Il ne s'agit pas de former par embrigadement, mais de répondre à des interrogations ; c'est pourquoi la mise en place des structures que je préconise est fondamentale pour adapter la formation permanente à la demande de chaque équipe pédagogique ». En clair : soyez profs et on verra

pour vous former pédagogiquement par la suite, si vous en avez envie !

Comme on l'a vu dans les précédents numéros du *Monde libertaire*, le rapport Legrand laisse une grande place à l'autonomie et l'initiative des collègues (pédagogie de projets). Bien sûr, ils ne sont pas mieux informés que les profs de ce rapport, et pendant que ces derniers se réunissent pour en discuter, ils sont... en récré !

« Les propositions Legrand, je ne connais pas, mais je sais que les profs en parlent pour nous actuellement », dira l'un d'eux !

Le rôle des inspecteurs restant la notation des enseignants (*Le Monde* du 21 janvier), malgré quelques maigres retouches, l'information ne passant pas, les profs parlent à la place des collègues (ou du moins sans eux), comme on peut le constater, le « collège démocratique » est bien parti !

Jean-Pierre BERRAUD

L'apprentissage

dans les métiers de l'alimentation

La formation par voie d'apprentissage en entreprise a toujours été très développée dans les différentes branches de l'alimentation. Le jeune suit une formation théorique de deux à trois heures par mois dans un établissement technique. Depuis quelques années, des centres de formation d'apprentis voient le jour. Un CFA fonctionne depuis six ans en Savoie ; un autre doit ouvrir dans les années à venir en Vendée ; enfin, un établissement public ouvre ses portes dans la région parisienne.

La Savoie est une région touristique ; les métiers de l'alimentation y sont en plein essor. Les syndicats professionnels ont donc créé, en collaboration avec la Fédération régionale des maisons familiales, un CFA pour former leurs apprentis.

Le système de l'alternance a été retenu. Le jeune travaille trois semaines dans l'entreprise et vient une semaine au CFA pour suivre une formation générale et théorique.

Le jeune qui désire suivre ce type de formation doit signer un contrat avec un maître de stage. Celui-ci doit être avalisé par l'inspecteur d'apprentissage et les services préfectoraux concernés.

Cette filière paraît à première vue intéressante pour un jeune refoulé par l'institution scolaire ; il peut ainsi acquérir une formation sur le tas, gagner quelques sous (de 15 à 35% du SMIC) et avoir au terme de deux années de contrat un diplôme d'Etat, apprécié par les patrons.

Ce tableau semblerait idyllique si ce n'était pas, en fait, un moyen fort ingénieux pour une multitude de petits patrons d'avoir de la main-d'œuvre quasiment gratuite et totalement soumise. La couverture sociale des apprentis est assurée par l'Etat ; de plus, l'employeur touche une prime de 1 500 francs par an et par apprenti. La combine est rentable ; il suffit pour s'en convaincre de voir l'acharnement des patrons pour décrocher un ou plusieurs agréments préfectoraux nécessaires pour prendre un jeune en apprentissage. Mais cela ne suffit pas à tous ces émules de Gérard Deuil. Non contents d'avoir une main-d'œuvre gratuite, ils font bosser les apprentis pendant quarante à cinquante heures, au lieu des trente-neuf réglementaires. Les cuisiniers sont, à ce sujet, les champions toutes catégories puisque certains jeunes font jusqu'à soixante-quinze heures de travail hebdomadaire.

La majorité d'entre eux n'ont qu'une journée de repos sur les deux obligatoires par semaine.

Comme si cela ne suffisait pas, certains apprentis reçoivent des feuilles de paye totalement fantaisistes. Certains ne voient retirer des charges sociales, d'autres des frais de logement et de nourriture exorbitants et tout à fait illégaux.

Il faut parler de la formation professionnelle, puisque c'est soi-disant le but de l'apprentissage. En fait de formation, l'apprenti n'est ni plus ni moins qu'un OS chargé d'effectuer toutes les basses besognes de l'entreprise.

Les patrons, qui ont le souci de s'occuper et de prendre réellement la formation de leurs apprentis en charge, sont éminemment rares.

L'inorganisation des salariés et des apprentis des métiers de l'alimentation et de l'hôtellerie favorise à l'évidence les abus des patrons, qui ne se gênent pas pour faire régner la peur dans leur entreprise. L'absence de syndicats efficaces (?) est due au fait que ces entreprises n'emploient en moyenne que deux à trois salariés.

Le contrôle de l'administration est, quant à lui, inopérant puisqu'un seul inspecteur a la charge de trois mille apprentis en Savoie. Seul le contrôle des parents, judiciairement responsables, organisés en associations, pourrait mettre un frein à cette situation pour le moins scandaleuse.

Eric RABILLER

LA VIE QUOTIDIENNE À L'ARMÉE

DEPUIS mai 81, la gauche au pouvoir s'est permis des déclarations en matière de Défense nationale que jamais la droite n'aurait osé faire. L'accroissement considérable des pouvoirs de la gendarmerie, l'encouragement au volontariat militaire des femmes, les accords armée-éducation, les manœuvres en terrain libre « au cœur de la population », les références du gouvernement aux ordonnances de 59, le renforcement du rôle des services secrets de l'armée, les priorités militaires à la recherche scientifique, l'abandon de certaines réformes..., voilà des faits qui ne laissent planer aucun doute quant aux orientations militaristes des nouveaux gestionnaires de l'Etat.

Dans l'immédiat, nous avons voulu aborder la vie quotidienne à l'armée, d'une part parce que c'est une chose qui touche directement beaucoup de jeunes, et d'autre part parce qu'il nous est apparu qu'un vide total existait sur l'information objective dans ce domaine, et qu'on se retrouvait tout con quand on débarquait sur le quai de la gare le jour de l'incorporation. En même temps, nous espérons apporter une petite « arme » contre l'embrigadement et l'abrutissement de la vie de caserne.

Les premiers jours

Il faut s'enlever une idée de la tête : l'armée, ce n'est pas le bordel ; tout est prévu et pensé. De Marseille à Lille, de Verdun à Brest, et depuis des années, on fait les mêmes gestes, on répète les mêmes mots. Ce n'est pas un hasard. Dans la « logique » militaire, c'est efficace.

On reçoit un beau jour une lettre tricolore : la lettre d'incorporation. Dessus ? Pas grand-chose ! Le lieu d'incorporation, la date du « rendez-vous » et quelques conseils sur les bagages à prendre.

Le jour du départ arrive. On va voyager avec des bidasses et des futurs bidasses. On est dans le bain. On arrive sur le quai, la feuille d'incorporation en main, et aussitôt on est pris en charge par des gradés qui nous indiquent un camion militaire, sans autres précisions. C'est parti : dès cet instant, on est pris en main, l'armée pense pour nous.

L'arrivée à la caserne se fait sans qu'on nous ait expliqué quoi que ce soit, et on est accueilli par un café ou une orangeade. Puis commence l'attente des autres camions. C'est la première fois qu'on attend ; ce ne sera pas la dernière. Le temps aussi commence à nous échapper. Tout à coup, un gradé nous prend en main, fait déposer nos sacs et nous indique un bâtiment : c'est le circuit administratif...

On nous y fait remplir un nombre incalculable de fiches demandant toujours la même chose et dont nous ne connaissons pas l'utilisation. Nous passons alors devant une série de bidasses qui jouent souvent les anciens et qui, pour la plupart, racontent n'importe quoi, ce qui satisfait les gradés qui aiment

bien qu'on entretienne l'inconnu et qu'on fasse peur à ces cons de jeunes recrues. Durant ce circuit, on reçoit deux numéros : ce sont les numéros de la compagnie et de la section auxquelles on est affecté. Dès lors s'opère le premier regroupement : par compagnie. Puis le second : par sections, et enfin par chambrées. Pour la chambrée, il est rare qu'on n'en change pas, surtout si les gars s'entendent bien et discutent. La politique du « diviser pour régner » demeure une formule militaire : divisés en armées, en régiments, en compagnies, en sections, en chambrées, on est constamment opposés aux autres...

Dans la chambre, on nous attribue les lits et les ar-

lité a de plus simple. L'entreprise totalitaire poursuit sa route...

Le second jour est en principe consacré à l'habillement : on reçoit son paquetage. On passe encore dans une chaîne d'habillement où on nous remet tout ce qui sera utile pour nous changer en soldat. Ce qu'on apprendra vite, c'est que la perte de ces ustensiles est passible d'une sanction : un ceinturon : X jours de taule (selon l'humeur du moment) ou bien... il faut en trouver un autre. Là, on touche au problème de la démerde. Les gentils gradés moralistes poussent au vol : « T'as perdu ton béret ? Démerde-toi ; pique celui d'un gars d'une autre section ».

Une fois qu'on a reçu le pa-

on va mettre un moteur d'automate : ce sont les classes.

Les classes

Pendant les classes, on atteint le sommet de l'abrutissement. Elles se composent de cours en rang serré, de sport, d'instruction sur le tir. Avant, on aura subi une visite médicale. Avec un bon dossier et du savoir-faire, on peut se faire réformer. Ensuite, on est préparé idéologiquement par le chef de corps qui tient un long discours sur la nation, la patrie, la nécessité d'une armée, le tout arrosé d'une bonne dose d'anticommunisme et d'une mise en garde contre la subversion et — c'est à la mode — le grand désir d'instaurer un dialogue entre les

temps morts, quand le chef l'aura décidé. Pendant des heures, on tourne dans la cour, les bras montant « jusqu'au ceinturon du voisin », au cri de « un-deux », ou parfois de « inch-ouch », ou de « arch-urch ». Chaque gradé à son propre cri ! Quand on croit que ça va être fini, on recommence parce que le Soldat Machin a fait le con ; en fait, Machin n'a rien fait du tout, mais le chef l'a dans le nez. Si Machin conteste, on recommence un tour ; alors tous ses copains lui en veulent et il se retrouve isolé.

Après avoir marché, présenté les armes, on est à bout. Alors on s'arrête et on rompt les rangs en gueulant le plus fort possible et en se précipitant dans l'escalier (les crevures disent : « ça gicle ! »), et on recommence tant que tout le monde ne le fait pas. Ainsi, les nerfs s'apaisent et les gradés évitent que pas mal de types craquent.

Rapidement, les automatismes sont apparus et il suffit qu'un copain entre dans la piaule en gueulant « garde-à-vous » pour que la moitié des types obéissent et se retrouvent tout cons devant le copain.

Le rang serré terminé (provisoirement), on peut subir un cours. L'avantage est qu'on est assis. A part ça, on apprend les grades, les règles d'obéissance, les interdictions et les chants (appel à la revanche, à la violence, glorification de la guerre et chants phallogocratiques à virilité fascisante).

Le soir, avec les copains, il reste les sorties (après trois semaines de classes). On va au troquet, on se saouïe, on traîne vers les bordels, et là encore on fait le jeu de l'armée. Il faut picoler, mépriser les femmes, aller voir les putes, se cogner la gueule pour être un homme comme les militaires veulent qu'on le devienne : un tueur conditionné.

Après les classes, c'est la routine, l'ennui, les conneries, les vacheries, le temps perdu, mais toujours l'obéissance, la passivité, l'individualisme voulu et contrôlé.

Depuis des années, c'est le même système : on façonne la jeunesse en robots obéissants, en bons producteurs soumis et passifs. L'armée poursuit le travail de l'école : écoute, obéis, tais-toi.

Et puis, quand on a fini son service, les petits chefs qui nous faisaient tant chier avant de partir semblent tout « gentils » à côté du juteux ou du sergent. Ça fait mieux passer les rapports hiérarchiques. En plus, pendant un an, on a lavé, balayé, et pourtant les gradés répétaient tout le temps : « C'est un travail de nanas ! » Donc maintenant, plus question de toucher un balai ou une aiguille : « C'est pour les nanas, les grosses, les salopes, les cageots... ». Ainsi, on reproduit ce que la belle société capitaliste a créé : les femmes à la cuisine et les types à la turbine. Sur ce point encore, l'armée a bien joué son rôle.

Groupe B. Broutchoux de Lille



moires : on n'est plus Joseph Machin, mais Soldat Machin ixième section, ixième compagnie. Les prénoms disparaissent, les « monsieur » aussi : on est soldat et il faudra s'en souvenir car on va le répéter cent fois par jour, et souvent au milieu de la cour, face aux autres compagnies, devant le rire du con gradé de la section...

Entre ces différentes activités et la bouffe, on nage dans l'inconnu. On connaît la chambre, les chiottes, un ou deux gradés et on attend... encore.

Le matin, on est réveillé par un sifflet à roulette ou des gueulements : il est à peu près cinq heures et demi. Après, on fait sa toilette. On défait son lit, mais pas comme chez soi, « en batterie », c'est-à-dire les couvertures pliées d'une certaine façon et les draps roulés en croix sur les couvertures. C'est là qu'on pense que l'armée est faite pour des débiles ; mais non. Ces gestes sont prévus, étudiés. Par cette façon de plier ces couvertures, on n'a plus un geste à soi. Personne, même le plus loufoque, ne plierait ses couvertures comme ça chez lui. L'armée nous accapare les gestes les plus quotidiens. Elle nous retire petit à petit toute personnalité, même dans ce que la persona-

quetage, il ne faut pas croire qu'on va s'habiller comme on veut ; c'est le chef qui décide.

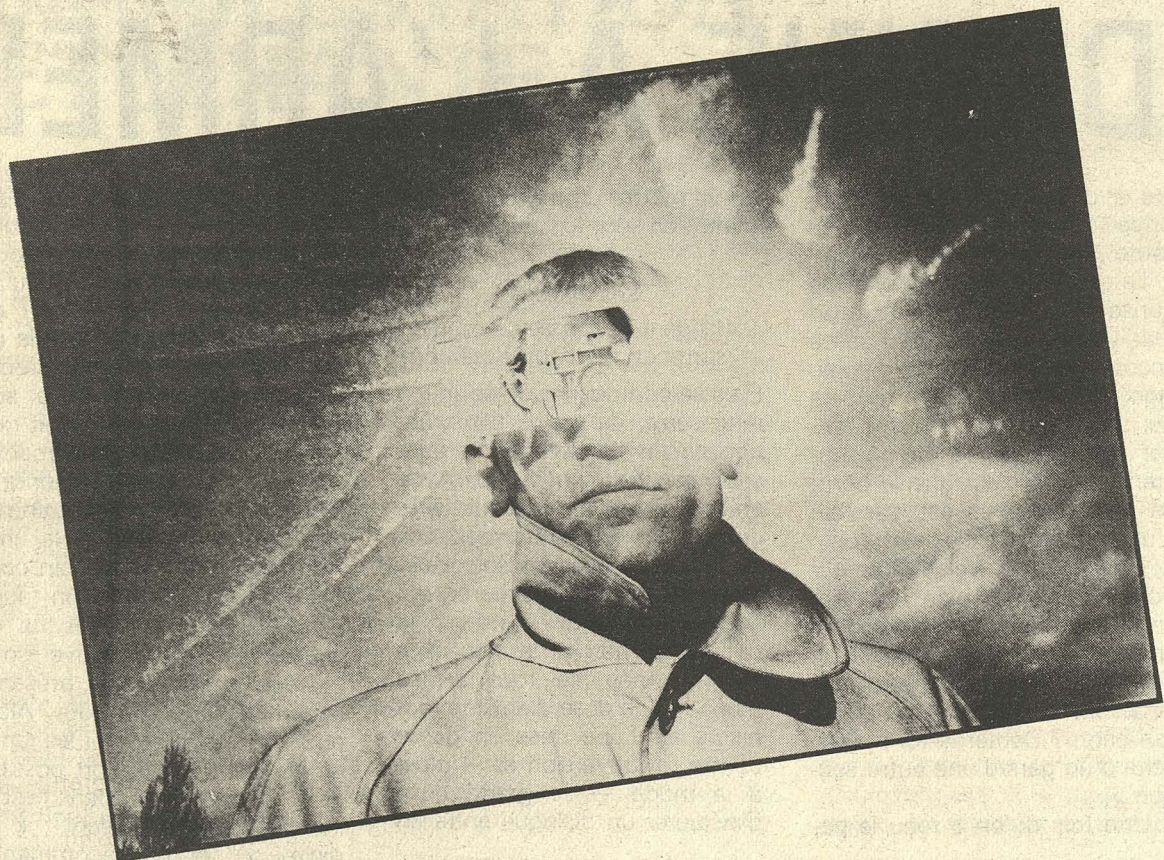
Le vêtement devient un moyen de contrainte. On s'habille d'ailleurs et on se déshabille dix fois dans la journée et toujours en un temps record. L'emploi du temps est étudié à cet effet : par exemple, on fait du sport avant de manger et on n'a pas le droit de manger en survêtement. Donc, cinq minutes pour se changer ! Là non plus ce n'est pas débile : c'est étudié pour montrer qu'on ne s'appartient plus ; on appartient à l'armée et à ses chefs ; ils décident pour nous ; pour cela ils ont créé leur propre logique...

Dans les trois premiers jours qui suivent l'arrivée à la caserne, on a droit à la coupe de cheveux. Et à partir de ce moment-là, c'est fini. On n'est plus soi-même. On est habillé comme des clowns, on a une nouvelle gueule ; on n'a plus nos gestes à nous, même les plus quotidiens ; on ne peut plus décider par nous-mêmes, on doit demander la permission pour tout, même pour chier ! On est un robot que l'armée va essayer de garder bien huilé. Après la photo pour la carte d'identité, on n'est plus un homme, mais un objet sans esprit, sans vie, et dans cette machine de robot,

officiers et les hommes du rang. Après ça, on est prêt ; on va pouvoir nous modeler...

La journée du bidasse se compose ainsi : 5 h 30, réveil, toilette, lit, nettoyage des chambres. Ce nettoyage est appelé « corvée », c'est-à-dire que la propreté est considérée comme une corvée, voire une punition. Donc, pourquoi faire attention à ne pas salir : « les gars de corvée feront les chambres ! ». Chacun fait alors ce qu'il veut, il n'en a rien à foutre ! D'où la naissance du tire-au-flanc qui tombe en plein dans le jeu des militaires : chacun pour soi. En plus, le but souhaité par la hiérarchie est atteint : dégoûter de la vie collective. Dès lors, on entretient l'idée que le ménage est une activité de « gon-zesses » et qu'on ne va pas « s'abaisser » à ces trucs-là...

Il y a aussi le rassemblement de 8 h. Toute la compagnie se retrouve dans la cour et on fait une sorte d'appel. Les activités, comme le rang serré, commencent ensuite. On apprend à marcher au pas, à présenter les armes, le garde-à-vous, le demi-tour... Encore une fois, on va transformer tous nos gestes. On ne marchera plus comme on en a l'habitude, de même pour tourner, pour s'arrêter. On pissera, on fumera pendant les



UTOPIE : L'ANGE AUX SEMELLES DE PLOMB

POUR un révolutionnaire, se faire taxer d'utopiste, d'idéaliste, de doux rêveur ou d'illuminé est chose fréquente. Dès lors, en effet, que l'on cherche à détruire un système social qui charrie l'intolérable à un rythme sans cesse croissant, que l'on parle d'extirper à jamais les racines de l'exploitation et de l'oppression de l'homme par l'homme et que l'on se propose de rebâtir un monde nouveau sur les cendres de l'ancien, on jette le trouble dans les esprits car on pose des problèmes de fond. Aussi, plutôt que de croiser le fer avec nous, nombreux sont ceux qui préfèrent fuir le débat en nous jetant au visage l'étiquette « infâmante » d'utopistes. C'est tellement plus simple.

C'est ainsi que monsieur tout le monde, ton voisin, ton collègue ou ton beauf ne te diront jamais qu'ils sont contre la liberté, l'égalité, l'entraide, la gestion directe, le fédéralisme... Non, ils en sont de fermes partisans. Simplement, ils pensent que ce sont là choses impossibles à réaliser, et donc c'est avec compassion et commisération qu'ils accueilleront tes propos.

C'est ainsi encore que sur les mêmes thèmes, les réformistes au regard de miel t'expliqueront la main sur le cœur et des trémolos dans la voix qu'il est nécessaire de rêver, mais que quelques acres en purgatoire socialo-communiste valent mieux que des centaines de milliers d'hectares en utopie.

C'est ainsi enfin que les cosmonautes en pataugas de la galaxie Marx et tous les peines à jouir de la révolution te démontreront en t'écrasant à mépris que veux-tu de leurs certitudes pseudo-scientifiques puisées dans les rayons blêmes des supermarchés de la frime que la révolution consiste — matérialisme historique oblige — à remettre à demain ce qu'on peut faire le jour-même et à faire trois kilomètres en marche arrière avant de rejoindre le point que l'on se propose d'atteindre et qui est... à dix mètres en face. Ceux-là, ceux-là surtout, n'auront de cesse de te faire culpabiliser ton désir en un monde radicalement différent et ton envie féroce de changer les choses et la vie. Aussi, les fesses serrées, le regard zébré de barbelés, le sourire gonflé d'ironie, le front bouffi de suffisance obtuse et leurs éternelles lunettes noires sur ce qui leur tient lieu d'intelligence, ils t'agaciront d'épithètes de toutes sortes du style : irresponsable, petit-bourgeois réactionnaire, humaniste bélant, allié objectif du pouvoir, du grand capital, de la droite, de la CIA, de la police secrète martienne... Pour eux, tu seras celui qui ne comprend rien à la dialectique. L'immature de service ! Un idéaliste ! A « engou-

lager » ou à psychiatriser de toute urgence !

Dans ces conditions, depuis toujours ou presque, les révolutionnaires, tous ceux qui portent un monde nouveau dans leur cœur et qui cherchent à lui faire passer avec succès le test de la réalité, tentent de répondre par avance à l'anathème. Au plan théorique comme au plan pratique, ils s'efforcent de faire la preuve de la fiabilité de leur projet et à chaque fois que l'occasion se présente, ils se démarquent avec fermeté de l'utopie et de l'idéalisme. Bref, sans nier pour autant la nécessité du rêve et l'importance de l'anticipation de l'avenir, ils cherchent à prouver que leurs propositions appartiennent tout entières à l'univers du possible et que par voie de conséquence, elles sont à l'ordre du jour du présent.

Comme on le voit, nombreux sont ceux qui s'efforcent de précipiter la révolution dans les bras de l'utopie, et c'est un combat permanent pour contrecarrer ces manœuvres. Aussi, c'est avec une certaine surprise que l'on peut constater que depuis quelques années, un certain nombre de chiens fous de la révolution, soit se réclament de l'utopie, soit tentent de la réhabiliter.

Pour être réalistes, demandons l'impossible

En fait, leur démarche est assez aisée à comprendre. Pour eux, l'essence même de ceux qui accusent si volontiers les révolutionnaires d'utopie, l'être profond de monsieur tout le monde, des réformistes et des gardes-barrières du changement, c'est avant tout leur refus de penser l'avenir et leur incapacité à imaginer le futur. Aussi, comme l'utopie possède une incontestable dimension de rêve et d'anticipation de l'avenir, ces camarades voient dans l'utopie un progrès certain par rapport à la misère des cohortes innombrables de tous les gestionnaires du présent. Et, soit ils réclament de l'utopie, soit ils essaient de la réhabiliter. Et puis, disons le tout net, reprendre à son compte les insultes de l'adversaire, s'en parer et s'en servir d'étendard, ça fait un peu provo, et la provo, dans le petit monde de la révolte, ça se porte bien.

Bien évidemment, si l'utopie n'était que débridement de l'imagination, révolte contre l'intolérable et désir de rebâtir entièrement l'édifice vermoulu du vieux monde, on pourrait acquiescer à cette démarche de réhabilitation. Mieux, il faudrait en être partie prenante. Mais, et il y a un mais de taille, l'utopie, ce n'est pas seulement cela.

De la véritable nature de l'utopie

L'utopie, contrairement à ce que pensent certains, ce n'est pas seulement cette propension à rêver l'avenir tout haut que lui attribue l'homme de la rue. C'est aussi autre chose. Une volonté imbécile de figer le temps. D'arrêter l'histoire. De mettre la vie dans un bocal. Un refus clair et net de la liberté de l'individu. Une affirmation tout aussi claire et nette de la primauté du collectif sur le personnel. Une apologie de la hiérarchie. Un hymne à l'Etat et, au bout du compte, une ode au totalitarisme.

Et tout cela, on le retrouve dans la pensée utopiste de toujours. Platon, dans *La République* et *Les Lois*, fut celui qui ouvrit le bal. Puis il y eut Aristophane avec son « assemblée des femmes » ; Phaléas de Chalcedoine qui préconisait une cité égalitaire et égalisatrice ; Ovide et ses *Métamorphoses* ; Virgile et sa IV^e Eglogue ; Thomas More, qui fut à l'origine du terme utopie (qui signifie nulle part) et son *La Meilleure des Républiques sise en la nouvelle île d'utopie* ; Erasme et son *Eloge de la folie* ; Léon Battista et son *De re aedificatoria* ; Campanella et sa *Cité du soleil* ; Francis Bacon et sa *Nouvelle Atlantide* ; Holbes et son *Leviathan* ; Fénelon et son *Télémaque* ; Fontenelle et sa *République des philosophes* ; Restif de la Bretonne et ses *Gynographes*, son *Andrographe* et son *Testmographie* ; Robert Owen ; Wilhelm Weitling ; Fourier et son *Nouveau Monde amoureux* ; Saint-Simon et son *Jardin d'Eden* ; Etienne Cabet et son *Voyage en Icarie* ; William Morris...

Et chez tous ces auteurs, dans toutes les « expériences » qu'ils ont pu susciter de leur vivant ou après leur mort, toujours le même discours. Un refus de la société du moment. Un refus de toute tentative visant seulement à la réformer. La volonté de tout raser pour reconstruire sur des bases nouvelles. Mais aussi un égalitarisme de façade. Une hiérarchie de fait dominée le plus souvent par les philosophes et par les scientifiques. Une négation de l'individu. L'affirmation de la supériorité et du règne exclusif du collectif. La codification bureaucratique de la vie individuelle et sociale. Le rôle central de l'Etat, de ses fonctionnaires et de sa violence institutionnalisée. La prétention à la perfection. Le désir imbécile d'arrêter le temps, car, c'est bien évident, une société parfaite n'a nul besoin d'évoluer, de se transformer, de se modifier ou de se révolutionner.

L'utopie, donc, c'est aussi et surtout tout cela, et il est dramatique de l'ignorer. Et c'est pourquoi il est dangereux de jouer avec les ambiguïtés. Par essence, l'utopie est totalitaire et la révolution

libertaire. Chercher à les marier ou jouer les entremetteuses est stupide et ne contribue nullement à faire avancer le débat sur la manière de détruire au plus vite le vieux monde pour en reconstruire un nouveau.

Les espaces infinis de l'imaginaire subversif

Etre révolutionnaire, on ne le répètera jamais assez, c'est être capable, d'abord, d'analyser le présent et le passé. C'est déduire de cette analyse la nécessité d'une rupture révolutionnaire et d'une destruction de l'ordre ancien et de l'ensemble de ses soubassements. C'est imaginer l'avenir, un avenir débarrassé de tout ce qui est à l'origine de l'intolérable du moment. Et c'est prendre le présent à bras le corps pour lui faire franchir le pas du futur.

Mais ce n'est pas remplacer un intolérable par un autre intolérable. Un système d'exploitation et d'oppression par un autre système d'exploitation et d'oppression. Un Etat bourgeois par un Etat pseudo-ouvrier. Une bourgeoisie privée par une bourgeoisie d'Etat... et c'est encore moins remplacer un merdier par un merdier encore pire, à savoir le totalitarisme.

En conséquence, nous n'avons rien à gagner à nous réclamer ou à esquisser un flirt avec l'utopie. Le seul point commun que nous ayons avec elle, c'est ce désir de tout détruire pour tout reconstruire et ce sentiment de la nécessité de commencer d'ores et déjà à penser et à vivre l'avenir. Mais ça s'arrête là. Ensuite, nous divergeons fondamentalement. L'utopie veut figer le temps. Nous voulons que le temps ne s'arrête jamais. L'utopie veut figer l'espace (l'espace, l'architecture, sont planifiés comme pas possible). Nous voulons que l'espace soit mouvant. L'utopie veut encadrer la vie. Nous voulons que la vie soit mouvement perpétuel. L'utopie veut la hiérarchie, l'Etat, le totalitarisme. Nous voulons l'égalité, la libre fédération des individus et des groupes humains, la liberté...

Alors, que les choses soient claires ! Contrairement à monsieur tout le monde, aux réformistes et aux vampires de la révolution, nous incluons le rêve dans notre démarche. Nous portons un monde nouveau dans notre cœur et notre imagination est bouillonnante. Mais nous n'avons pas pour autant besoin de marcher au pas cadencé de l'utopie.

L'utopie est un ange aux semelles de plomb. Fascinant, mais complètement psychopathe.

L'imaginaire subversif, dont nous nous réclamons, est d'une autre espèce. De celle de l'espoir. D'un espoir sans limite aucune.

Jean-Marc RAYNAUD

LA PREMIÈRE PUISSANCE MONDIALE EN PLEIN CACA

Cela fait maintenant deux ans que Reagan a été élu Président des Etats-Unis. C'est l'occasion de faire un bilan de la politique menée par l'ancien acteur de série B et, bien sûr, certains se félicitent déjà de l'échec des « Reaganomics », d'autres camouflent plus moins bien leur embarras ; d'autres encore, dont Reagan lui-même, se trouvent satisfaits.

CRISE, RÉCESSION, DÉPRESSION...

Il faut se rappeler que c'est en partie grâce à la formulation d'un certain nombre de promesses précises et volontaires, contrastant avec la molesse de son adversaire, l'ancien président Carter, que fut élu Reagan. Ces promesses étaient les suivantes : équilibrer le budget fédéral à partir de 1984, alléger de 30% les impôts sur le revenu, réduire le nombre des fonctionnaires... Ces mesures devaient permettre à l'économie américaine de sortir de l'ornière et même de parvenir à une prospérité nouvelle, digne du miracle économique des années 50 et 60. En effet, Reagan proposa un « nouveau fédéralisme », où le niveau fédéral serait réduit de manière à rendre aux Etats-Unis plus de pouvoir, en vue d'une nouvelle liberté d'entreprendre, d'une plus grande liberté de concurrence sur les marchés...

Ainsi, 36 000 postes de fonctionnaires fédéraux ont été supprimés ce qui, sans doute, réalise une certaine économie dans le budget fédéral, mais sûrement bien insuffisante pour l'équilibrer. Le déficit du budget a été de 58 milliards de dollars en 1981 ; il est prévu qu'il atteigne les 200 milliards pour 1983. L'explication tient évidemment en grande partie à l'augmentation du budget de la « défense » qui est passé de 136 milliards de dollars en 80 à 232 milliards programmés pour 83, soit près de 30% des dépenses fédérales. Gageons que cela n'empêchera pas le Congrès de voter, en cours d'année, des crédits exceptionnels comme des « aides militaires » pour des pays dont la junte au pouvoir se trouverait menacée, on l'a déjà vu en 1982 pour le Salvador.

Les impôts ont été réduits... pour les riches, et renforcés

pour les plus pauvres. En effet, les charges fiscales des entreprises ont été abaissées, et ce en vue de favoriser l'investissement. Il est vrai que l'impôt sur le revenu a diminué de 25% pour tous, mais cela est évidemment beaucoup plus avantageux pour ceux qui ont un revenu élevé. En revanche, certains avantages sociaux pour les plus démunis, comme les « aides médicales », ont été considérablement réduits.

Le phénomène le plus spectaculaire, et sans doute aussi le plus grave, est le chômage. Les Etats-Unis, en décembre 1982, comptaient 12,1 millions de chômeurs et certains estiment (l'*US New*) qu'il y aurait en plus 1,8 million de « travailleurs découragés », n'ayant même pas déposé une demande... Sur les 12,1 millions, 53% n'ont pas touché d'allocations du fait qu'ils ne remplissaient pas les conditions requises (qui sont différentes selon les Etats ; en moyenne on ne touche plus d'indemnités au-delà de 6 mois de chômage). Ainsi, se multiplient les soupes populaires...

La situation est si grave que l'AFL-CIO (que d'aucun surnomment AFL-CIA) s'indigne et menace même de descendre dans la rue.

Selon qu'ils sont optimistes ou pessimistes, les observateurs américains parlent de simple récession ou de début de dépression (de triste mémoire).

LE DÉBUT DE LA FIN

La crise est grave. Le déficit du budget ne peut se résoudre que par des emprunts (si vraiment c'est une solution !) ou par une hausse de l'inflation et si, en 82, le taux d'inflation a été le plus bas jamais atteint depuis 10 ans, c'est grâce à la hausse des taux d'intérêts. Ce sont ces mêmes taux d'intérêts qui sont responsables de la hausse du dollar, qui vaut aujourd'hui 30% de plus qu'il y a 2 ans, or cette dernière est directement responsable du déficit du commerce extérieur qui fut de 42,7 milliards de dollars en 82 et dont on prévoit déjà qu'il sera encore plus élevé en 83. Le déficit du commerce extérieur n'est-il pas, lui aussi, un

facteur d'inflation ? S'en sortira-t-on par le même procédé ? Il faut ajouter à cela que la hausse des taux d'intérêts a découragé l'investissement, ce qui concoure sans doute à expliquer la baisse de 1,8% du PNB en 82, la production industrielle ayant diminué de 8,7% en 2 ans.

Cela fait maintenant 2 ans que le Président Reagan promet à qui veut l'entendre que la récession s'achève et qu'avec les mesures qui ont été prises, la relance de la production est pour les prochains mois, peut-être les prochaines semaines... Bien entendu, c'est cette relance que l'on attend pour embaucher les chômeurs...

Il est visible que Reagan ne sait pas comment il va s'en sortir. Les déclarations qu'il multiplie depuis 2 ans ne sont que l'expression d'un optimisme inconditionnel qui révèle soit une incompetence totale, soit d'une mauvaise foi délibérée, si ce n'est les deux à la fois. Lors de son « message sur l'Etat de l'Union », qui marquait le mi-parcours du mandat présidentiel, Reagan apparut moins violent

à l'égard de ses adversaires démocrates (responsables, par leur gestion, de la récession dont hérite Reagan...) qu'à son habitude. Tandis que les démocrates se réjouissent à la pensée qu'ils n'ont plus que 2 ans à attendre pour prendre la place, Reagan a de plus en plus de mal à assumer la responsabilité d'un accroissement terrible du chômage et son incapacité à fournir une quelconque proposition « sociale » qui ne soit pas un vœu pieu.

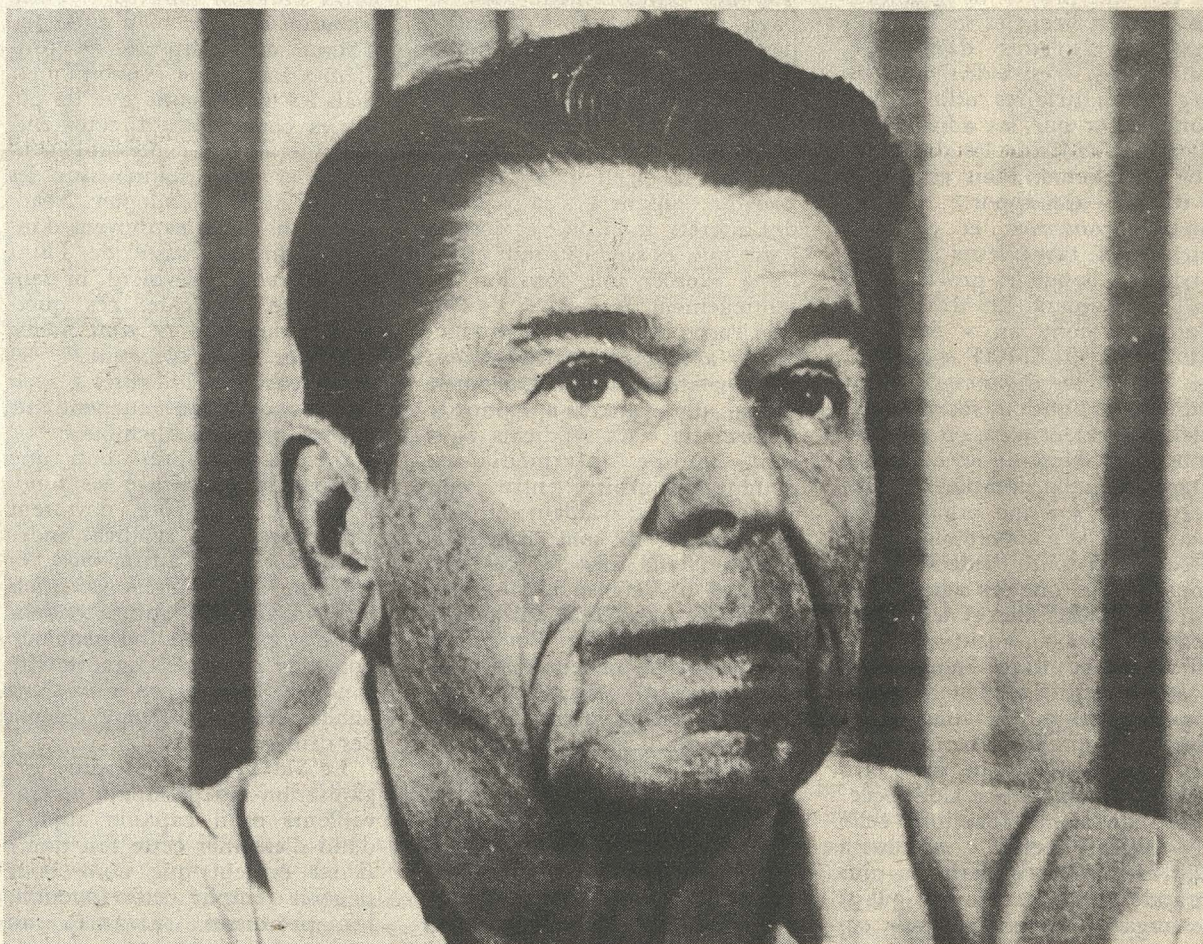
QUE FAIRE ?

La crise est réelle. Elle n'est pas conjonctuelle, passagère, comme veulent le faire croire les politiciens, en prétendant qu'il existent des solutions et qu'eux sont prêts, bien sûr, à les mettre en œuvre. Il s'agit, en fait, d'une crise de société dont aucun politicien ne possède les remèdes : la preuve, la crise est aujourd'hui mondiale et chaque jour un peu plus grave. Oui, la crise est réelle et les Etats-Unis entrent « doucement » dans une dépression qui, si elle vient à être aussi profonde que celle de 29, — qui l'en empêcherait ? — n'aura alors que deux débouchés possibles.

Le premier serait celui qui a déjà servi lors de la grande crise, à savoir la production à outrance d'armements, ce qui effectivement permet dans un premier temps d'embaucher des chômeurs ; dans un deuxième temps, il faut vendre les armes (afin qu'elles servent, pour pouvoir en vendre d'autres...) ou bien s'en servir soi-même. Rappelons que la crise de 29 est venue en Europe dans les années 30 et a projeté Hitler au pouvoir en Allemagne... on connaît la suite. Le second serait la révolution sociale...

Il est évident que c'est la première version qui est actuellement en cours de réalisation (il suffit de voir l'accroissement des budgets de défense dans tous les budgets nationaux) et il semble donc de toute première urgence de combattre toute personne se prétendant comme ayant « de la poigne » (qu'elle soit franchement sanguinaire ou non) et nous promettant de ce fait de nous sortir du gouffre...

Gaspard PROUVAL



Disparition d'un vieil humaniste

EUGEN Relgis est décédé à Montevideo où il s'était réfugié quand la chape de plomb de la dictature s'est abattue sur son pays d'origine : la Roumanie.

Humaniste, sociologue, romancier et poète, Eugen Relgis fut, en 1914, un disciple du Romain Rolland d'*Au-dessus de la mêlée*. Mais il ne devait pas le suivre dans sa pitoyable défection ni dans son ralliement au totalitarisme stalinien.

Inlassablement, Eugen Relgis défendit les idées libertaires dans ses nombreux écrits, malgré les difficultés qu'il devait rencontrer au cours d'une existence difficile. Auteur de *Miron le sourd*, ouvrage préfacé par son grand ami Stefan Sweig, de *L'Homme libre face à la barbarie totalitaire*, il a publié aussi des monographies et des essais consacrés à Gandhi, Einstein, Freud, Stefan Sweig, au professeur Nicolaï et à d'autres estimés contemporains qui furent ses maîtres, ses amis ou ses compagnons de route.

Son essai : *Les Principes humanitaristes*, préfacé par Albert Einstein, avait obtenu un certain succès en Amérique latine.

Eugen Relgis avait entretenu une correspondance suivie avec de nombreux militants du mouvement libertaire international : Luigi

Bertoni, Costa Iscar, Wladimir Munoz, Emile Armand, Gabriel Gоброн, Hem Day, Louis Dorlet. Ce dernier, animateur de la revue *Défense de l'homme*, fondé par Louis Lecoin en 1949, a publié plusieurs articles de Relgis et il a traduit du roumain son recueil *Inimi si Motoare* (Cœurs et Moteurs).

Eugen Relgis avait traduit en roumain l'œuvre considérable de l'écrivain autrichien Stefan Sweig, œuvre qui comportait les genres les plus divers : poésie, drame, roman, essai, traduction, notamment des études remarquables sur Verhaeren, Marceline Desbordes-Valmore, Baudelaire, Balzac, Dickens, Dostoïevsky, Nietzsche... Exilé en Amérique latine au soir de sa vie, sans ressource et désespéré par l'étalement de la violence nazie, Stefan Sweig s'est suicidé, avec sa compagne, en 1942. Relgis a consacré à son ami des pages émouvantes dans un écrit intitulé *Les Dernières Années de Stefan Sweig en Amérique de Sud*. De nombreuses années plus tard, il écrivait : *Je ne me suis jamais consolé de la disparition tragique de ce grand penseur assassiné en fait par les hommes de guerre !*

Paul JAMIN

A PROPOS DU SYNDICAT LIBRE SOVIÉTIQUE (SMOT) (suite)

A la suite de leur première adresse (voir numéro précédent du *Monde libertaire*), les membres du SMOT mettent sur pied la publication d'un bulletin d'information — entreprise des plus audacieuses dans le contexte du régime — dont ils parviennent à éditer six numéros en 1978-1979. Les autorités ne tardent pas à réagir par les moyens habituels : arrestations et internements psychiatriques des membres déclarés du SMOT. Vladimir Skvirsky est condamné à cinq ans de relégation en Sibérie, L. Volokhonsky à deux ans de camp de concentration (goulag), M. Morozov à cinq ans de relégation en Sibérie, N. Nikitine à un an et demi de camp. V. Borissov, A. Yakovléda, V. Novodvorskaya et d'autres sont internés à plusieurs reprises dans les cliniques psychiatriques. Les autorités, à ce propos, les accusent de schizophrénie chronique. Pensez donc : vouloir organiser un syndicat ouvrier libre dans un pays où la classe ouvrière est formellement au pouvoir ! De telles tentatives relèvent bien évidemment de la thérapie spécialisée (tout cela sans grande réaction des milieux psychiatriques

internationaux, veules et fidèles à leur fonction répressive, ceci sous prétexte de ne pas vouloir gâcher les relations avec leurs homologues soviétiques). Certains membres du SMOT émigreront en Occident et y mèneront une campagne d'information auprès des syndicats, lesquels eux aussi, après quelques velléités, se désintéressent complètement de la question. L'activité du SMOT suscite pourtant des réactions curieuses de sympathie au sein même de l'appareil du KGB : en mai 1979, le capitaine du KGB, Victor Orékhov, est condamné à dix ans d'emprisonnement pour avoir transmis des informations et avoir aidé des membres du SMOT à échapper à la répression.

Malgré tout, le SMOT continue d'exister et fait même connaître une analyse et un bilan de son activité qui préfigurent ce qui va apparaître peu après en Pologne avec *Solidarność*. Nous allons reproduire les extraits les plus marquants de ce texte.

(...) Perspectives de développement du mouvement syndical indépendant dans le pays

Examinons quelles sont les perspectives de développement futur du mouvement syndical indépendant en URSS. Dans la mesure où d'une manière ou d'une autre le mouvement syndical non officiel fait de toute façon partie du mouvement démocratique, les voies probables de développement de ce mouvement sont déterminées dans une large mesure par la tendance générale d'évolution de ce mouvement. Il est déjà clair maintenant que la tentative commencée en 1975 pour créer un mouvement des droits de l'homme légal, dans le cadre de la législation existante, n'a pas réussi. Tous les groupes formés ont pratiquement cessé d'exister à cause des répressions qui se sont abattues sur eux. L'entière du mouvement pour la défense des droits de l'homme a été déclaré « hors-la-loi » par le pouvoir. On peut penser qu'une pareille attitude des autorités à l'égard des associations et des groupes se formant de manière autonome dans le pays durera encore longtemps. Sans vouloir être oracle, l'auteur considère qu'il est peu probable que les autorités permettent dans les années à venir la reconnaissance ou la réorganisation d'aucun « syndicat libre ».

En outre, il convient d'analyser quels sont les objectifs et les tâches généraux que peut s'assigner un pareil « syndicat » et dans quelle mesure il peut être utile aux travailleurs.

On peut imaginer que l'intérêt des travailleurs pour une union syndicale indépendante à l'heure actuelle relève de deux facteurs :

- le désir d'être (ou de devenir membre) d'une organisation capable d'assurer réellement la défense des droits socio-économiques et du travail lorsqu'ils sont enfreints ;
- le désir de devenir membre d'une organisation offrant la possibilité d'une participation réelle et effective dans la solution des problèmes sociaux et économiques du pays, de même que de participer à une discussion ouverte, non contrôlée, des questions « épineuses », actuelles, de la vie politique et économique ;
- le désir de pouvoir apprendre à défendre efficacement ses droits

et à lutter contre les abus des fonctionnaires.

Une organisation non officielle quelconque, y compris le SMOT, peut-elle remplir de pareilles fonctions ?

La première fonction, celle de la défense des droits, a été la fonction fondamentale, sinon l'unique fonction, tant du « syndicat libre » que du SMOT. Il s'est avéré dans la pratique que les problèmes de défense de droits, à l'égard des travailleurs « non dissidents », occupent une place très peu importante. Ce n'est pas un secret que le nombre de violations des droits des travailleurs en matière de travail est relativement élevé. Il suffit de dire que près de 80% de tous les ouvriers licenciés sont réintégrés par la suite dans leurs entreprises, c'est-à-dire que les organes judiciaires officiels reconnaissent que les administrations ont enfreint les droits de ces travailleurs. Mais cet ordre « d'aide » est apporté relativement rapidement et efficacement aux travailleurs par des organes tels que les procuratures et les tribunaux. Les travailleurs s'adresseraient au « Syndicat libre » ou au SMOT seulement au cas où les organes de l'Etat ou les organisations sociales officielles auraient tous, ou presque tous, déjà refusé de les défendre. Dans une telle situation, l'« intervention » d'une organisation non officielle n'apporterait aucun résultat, et toute l'aide se résumerait à ce que les agences de presse occidentales et les représentants du mouvement des droits de l'homme dans l'émigration soient informés du fait de violations, réelles ou imaginaires, de droits en matière de travail. Il est clair que cela ne peut être considéré comme une aide réelle.

La deuxième fonction, celle d'« activité sociale », est tout à fait essentielle et mérite la plus grande attention. On sait que si les organes gouvernementaux octroient en vertu de leurs statuts une aide et une défense juridique aux travailleurs en cas de violations des droits directement inscrits dans la législation, en revanche dans les questions non prévues dans celle-ci, l'Etat n'apporte aux travailleurs pratiquement aucune aide. Dans tous les cas connus, pas une seule fois il n'a été possible d'obtenir l'aide des organes gouvernementaux en cas de refus non jus-

tifié de l'administration d'affecter un travailleur à un poste vacant. On ne connaît pas de cas où des travailleurs auraient obtenu l'aide des organes gouvernementaux pour une mise au régime de temps partiel. Car cette question est laissée « aux soins » de l'administration, qui la résout souvent de manière subjective, en partant non pas des intérêts et des besoins du travailleur, mais en fonction des seuls intérêts de la production. Il y a besoin d'une organisation qui serait en mesure d'aider le travailleur à résoudre de telles questions, par exemple en saisissant les organes gouvernementaux de propositions correspondantes. Les syndicats fonctionnant officiellement dans le pays, par principe, n'assument pas cette fonction ; puisqu'en vertu de leur position dans le système politique soviétique les syndicats, tout d'abord, sont placés sous le contrôle du PCUS, qui est le parti politique au pouvoir, veillant à la sauvegarde des intérêts de l'Etat ; et ensuite parce que les syndicats sont appelés à exercer une fonction essentiellement formative : favoriser l'accroissement de la productivité, améliorer la production.

Cette situation s'est développée parce que dans leur contexte « classique » les syndicats agissent comme intermédiaires, comme un arbitre entre l'employeur et le travailleur, et dans ce contexte ils sont appelés à remplir dans tous les cas une fonction de défense des ouvriers. En URSS, c'est l'Etat qui assume le rôle d'employeur. Pour remplir normalement leur rôle purement syndical, les syndicats doivent être indépendants de l'Etat. Que les syndicats en URSS remplissent extraordinairement mal leur rôle de défenseurs est illustré par le fait que près de 70% des travailleurs rétablis dans leurs fonctions ont été licenciés par l'administration avec l'accord préalable du Comité syndical. Ce n'est pas par hasard que le Conseil central des syndicats soviétiques, alors qu'il possède le droit d'initiative en matière de législation, n'a déposé au cours des dernières années auprès du Soviet Suprême d'URSS pas un seul projet de loi visant à alléger les conditions de travail, à augmenter les salaires, à améliorer les garanties des droits des travailleurs (et même, au contraire, a donné son accord sur

un projet concernant le préavis obligatoire d'un mois en cas de licenciement, et une restriction du régime de conservation du stage continu). Par conséquent, il est tout à fait normal que de nombreux travailleurs du pays souhaitent avoir une organisation à eux, capable d'exercer son influence sur la législation du travail, de soumettre à l'examen de l'Etat et du gouvernement ses propres propositions pour des mesures législatives nécessaires, en tenant compte des vœux des travailleurs.

On sait également que dans différentes régions du pays, on observe un certain mécontentement des travailleurs au sujet de la situation intérieure. Cette situation est liée, bien entendu, à tout un complexe de problèmes sociaux et économiques, mais les travailleurs, que les pénuries concernent directement, souhaiteraient incontestablement exprimer leur opinion sur les voies et moyens à adopter. Néanmoins, ni dans les moyens d'information de masse de l'Etat (presse, radio, télévision), ni dans la presse syndicale, ces questions essentielles ne sont même soulevées. Par conséquent, les travailleurs sont intéressés à avoir leur organisation indépendante avec sa presse indépendante.

C'est à peu près ainsi que l'auteur se représente les fonctions qui, d'un côté, devraient être celles du « syndicat indépendant » ; de l'autre, elles répondent aux intérêts essentiels des travailleurs qui attendent d'une organisation indépendante une aide concrète, une activité concrète, et non pas « un show publicitaire en matière de défense des droits ».

Le SMOT, ou tout autre organisation indépendante de travailleurs est-il capable aujourd'hui d'assumer cette fonction ? Il est évident que non. Pour pouvoir remplir cette fonction, les prémisses suivantes au moins sont nécessaires :

- l'organisation doit recevoir un statut officiel, c'est-à-dire être reconnue par l'Etat, être enregistrée de façon régulière et posséder les droits d'une personne juridique ;
- l'organisation doit posséder un statut concret, des règles en matière de conditions d'affiliation, et définir les principes de ses formes d'action ;
- l'organisation doit posséder

les biens indispensables, et en particulier les équipements nécessaires pour une activité de publication.

Mais est-ce que tout cela signifie que l'auteur propose de mettre une croix sur l'idée même de la cration dans le pays d'une organisation syndicale indépendante ?

Aucunement ! La présente analyse doit cependant montrer que le problème du développement d'un mouvement syndical indépendant dans le pays est extrêmement complexe, et que sa solution exige et exigera une somme énorme d'étude et de préparation, les efforts non seulement des travailleurs partisans des idées démocratiques en URSS, mais aussi de la communauté internationale qui soutient les aspirations démocratiques de la population de notre pays (...).

(...) Il est tout à fait évident que tout ce qui est exposé dans le présent travail sera loin de faire l'unanimité, que tous les problèmes n'ont pas été abordés ni des recettes sans faille proposées pour leur solution.

D'autant moins que ce travail n'est pas une matière d'auteur à proprement parler, mais un genre d'analyse des publications des syndicats « libre » et « indépendant », du SMOT, des documents du Groupe « Helsinki » de Moscou, des publications parues dans le recueil *A la défense des libertés économiques*, dans le journal *Poiski*, qui circulent en Samizdat. Les conférences de Velari Tchaldize, concernant la situation des ouvriers en URSS, ont été utilisées partiellement aussi.

L'objet de cette analyse est d'attirer l'attention du lecteur sur ce problème essentiel et complexe, susciter l'intérêt et entraîner le lecteur dans la discussion des questions soulevées.

Nous considérons que la discussion des problèmes du mouvement syndical indépendant dans notre pays bénéficiera incontestablement non seulement aux syndicats libres naissants, mais à tout le mouvement démocratique dans son ensemble.

Valentin Sereda
Gleb Vyssotine

(Traduit du russe in Les cahiers du Samizdat, janvier 1981, Bruxelles).

(à suivre)



ZURICH BRÛLE ET LAUSANNE BOUGE : DES JEUNES DANS LA RUE

AUJOURD'HUI, et alors que les événements dont il va être question ci-dessous ont été relégués dans le passé, il est intéressant de constater que la Suisse, pays bien sage et modèle envié d'un Etat rationnel, peut camoufler une répression efficace contre tout ce qui pourrait troubler le sommeil paisible de ses bourgeois. Ensuite, sur fond de violence urbaine, ces émeutes de 1980 ont démontré que les limites de cette contestation « alternative » sont bien vite atteintes. Malgré un courant de sympathie manifeste de la part de la population, l'Etat suisse n'a rien à craindre d'un « projet alternatif » qui n'existe pas. C'est l'éternel problème de la révolte viscérale qui ne débouche pas sur des réalisations libertaires concrètes et immédiates.

Zurich, été 1980. La culture officielle et fortement subventionnée se porte bien. En plus des confortables crédits de fonctionnement, une subvention de 61 millions de francs suisses est allouée pour retaper l'Opéra.

Certains jeunes n'apprécient pas à sa juste valeur ce cadeau de la municipalité. Ils trouvent que la différence de traitement en faveur de la culture élitiste est un peu trop voyante. Et ils sont bien placés pour en parler, eux qui ne parviennent pas à organiser des concerts rock ou d'autres manifestations culturelles (de leur culture...), car l'argent manque, les locaux manquent, les obstacles administratifs sont particulièrement efficaces.

Une fois de plus, c'est une question culturelle qui va mobiliser les jeunes, les revendications économiques, politiques, sociales, urbanistes, etc. ne venant que dans un deuxième temps. Là, déjà, les autorités n'ont pas prévu que la non-reconnaissance de la culture alternative ferait descendre les jeunes dans la rue. Toutes les manifestations de jeunes en Suisse depuis dix ans ont eu les mêmes causes : culturelles.

Il y a donc eu une manifestation devant l'Opéra. Soudain, les portes du temple de la culture s'ouvrent et les flics, cachés à l'intérieur, chargent. La charge est violente : passage à tabac, contrôles musclés d'identité..., c'est l'engrenage. Il est dit que Zurich va vivre des mois chauds !

Immédiatement, d'autres manifestations sont organisées (des émeutes dans le langage officiel). La jeunesse est dans la rue, et comme Zurich — capitale mondiale du fric — est pleine de banques et de boutiques de luxe, la tentation est grande de casser quelques vitrines et de causer quelques dommages à la propriété privée. Et les jeunes cèdent à la tentation ! Ils osent ! Ils marquent leur passage dans ces belles artères bien connues de tous ceux qui ont de l'argent à l'ombre... Ils saccent le symbole de la prospérité helvétique. A noter cependant que les pillages des vitrines de luxe sont le fait des « badauds » et non pas des manifestants.

Le mouvement s'étioffe, les revendications s'élargissent, les jeunes des autres villes (Lausanne, Berne, Bâle) bougent aussi...

Mais qui sont donc ces fameux jeunes qui font tant parler d'eux ? D'abord, ils ne sortent pas des universités et ne sont pas issus des familles nanties. C'est important, car cela signifie que les autorités politiques, et plus tard judiciaires, ne pourront jamais y reconnaître des jeunes de leur classe sociale qui ne feraient que tromper leur ennui, que jeter leur gourme, que s'offrir un grand « frisson » (« l'orgasme de la violence »), avant de rentrer dans le rang. Ces jeunes-là n'auront pas le goût des universitaires pour les beaux discours et les passes d'armes verbales ; ils ne négocieront pas sagement et brillamment. Bref, ils ne respecteront pas les règles du jeu parlementaire. Ces jeunes-là ne font pas partie d'organisations politiques ou syndicales, de mouvements de jeunesse, d'associations diverses de luttes. Ils sont « autonomes », même pas manipulés par Moscou ou par les terroristes de la RAF, comme le mentionnera le pouvoir. Ils sont « autonomes » et c'est ce qui inquiète.

Ce sont tout simplement des jeunes de la ville ou de la proche région, collégiens ne supportant plus le collège, apprentis ne supportant plus l'apprentissage, jeunes travailleurs ne supportant plus le travail abrutissant, des jeunes en rupture avec la famille (à Lausanne, plus de la moitié n'a pas encore 20 ans), des zonards. Ce sont en fait des cas sociaux, les rejetés du système, les oubliés de la prospérité helvétique. Ils forment des mouvements hétérogènes, bariolés, refusant viscéralement les structures, les chefs, les délégués.



Wir kommen oftmals, ohne dass man uns ruft!

« Nous venons souvent sans qu'on nous appelle ».

Rien à voir donc avec les bonnes vieilles manifs que les flics peuvent surveiller de loin, avec les sages manifestations syndicales ou bien pensantes « étrangères » (Argentine, Salvador, Afghanistan, Pologne), ni même avec les marches antinucléaires ou pour la paix, souvent truffées de pasteurs ou de politiciens de gauche.

D'abord, ces « petits merdeux » (dixit un homme politique lausannois) ne demandent même pas l'autorisation de manifester et ne s'en tiennent pas aux itinéraires habituels.

Puis ils n'ont pas même de projet clair et précis, de programme. Non ! Ils vocifèrent, ils cassent, ils s'attaquent à des symboles : ils brisent les vitrines de luxe, ils bombent en noir ou en couleurs les murs, ils perturbent la circulation, symbole, semble-t-il, de la communication pour le pouvoir.

Dans un pays où l'ordre hiérarchique et le travail sont des religions, pour la plupart des hommes et des femmes politiques, pour le gros de la presse et de la population, ces jeunes n'étaient que des voyous drogués, fainéants. Ils n'ont pas voulu ou pu voir ce que ces jeunes gueulaient contre l'ennui, l'indifférence, la solitude, l'exploitation, l'étouffement, la hiérarchie, les valeurs traditionnelles..., réclamant tout simplement le droit de s'exprimer simplement et de communiquer..., réclamant un autre urbanisme, d'autres structures professionnelles ou scolaires, la mise à bas des privilèges sociaux, culturels, économiques, politiques..., et pour avoir reçu tant de coups de matraques, appelant à la haine des flics.

Ils n'ont pas voulu, ou pu, voir que toutes ces manifs, ce foisonnement de tracts et de slogans bombés sur les murs réservés à la pub, ce théâtre de rue et autres actions spectaculaires, ces rires et cette fantaisie ne faisaient que réclamer le droit de vivre, plutôt que l'obligation de vivoter ou de survivre.

Le mouvement de Zurich ou « Lôzane bouge » n'était en fait rien d'autre qu'un gros nuage dans l'immaculé ciel helvétique.

Le système politique suisse est un modèle de démocratie... Les droits de vote (et pas seulement d'élection), d'initiative et de référendum permettent à chaque citoyen de participer activement à la chose publique. Théoriquement. Car les chicanes administratives, le temps que mettent les autorités à traiter certaines affaires, le jeu des commissions et sous-commissions, la religion du consensus ne permettent qu'aux organisations constituées, solides et reconnues, d'avoir éventuellement une petite chance de faire momentanément échec aux partis politiques.

Mais les jeunes ne peuvent pas employer ces voies légales, bien tracées. C'est le grand mérite de ces

manifestations d'avoir clamé au grand jour les contradictions de ce système de participation qui secrète la démission, qui n'est en fait que la légitimation des magouilles des pouvoirs politiques et économiques.

Dès lors, la répression ne pouvait être que forcenée. Et elle le fut à tel point que de très nombreuses personnes se sont émues des violences policières, causes de bien des sympathies pour les mouvements de jeunes. Dans le pays du juste milieu, les détentions préventives sans raison, les fouilles corporelles (y compris le trou du cul), les tabassages sous les yeux des « badauds », les chasses au manifestant, les arrestations au domicile ou sur le lieu de travail, les photos prises et les emprunts digitaux des jeunes arrêtés, la présence dans les manifs de nombreux flics en civil pour renseigner leurs copains en uniforme ; photographe les « émeutiers », inciter à la casse, l'arrestation et l'inculpation de journalistes, les fausses informations, les faux rapports, l'intimidation et l'inculpation des parents des jeunes, etc. Toutes ces manœuvres aux franges de la légalité ont ouvert les yeux à une bonne partie de la population qui croyait que des « flics comme ça » n'existaient qu'à l'étranger, mais que « chez nous, c'est des gens comme les autres ! » La répression n'était pas proportionnée à l'action : ça a choqué.

Parallèlement à cette répression féroce, les autorités, expertes en manipulations, dénigraient ces voyous en crise d'adolescence, ridiculisaient leurs actions, minimisaient leurs revendications, les dénonçaient comme des petits délinquants manipulés...

Pour parachever la répression au nom du droit, de l'« ordre », de la propriété privée et de la démocratie..., la justice a pris le relais. En toute indépendance, comme il se doit. A Lausanne, par exemple, elle a trouvé une quinzaine de meneurs dans ce mouvement. Le procès fin 82 des meneurs de « Lôzane bouge » aura sans doute été l'épisode le plus grotesque de toute l'affaire. Il fallait des exemples, faire passer le goût de la manif, montrer que la société (la bonne) ne lâcherait pas son os...

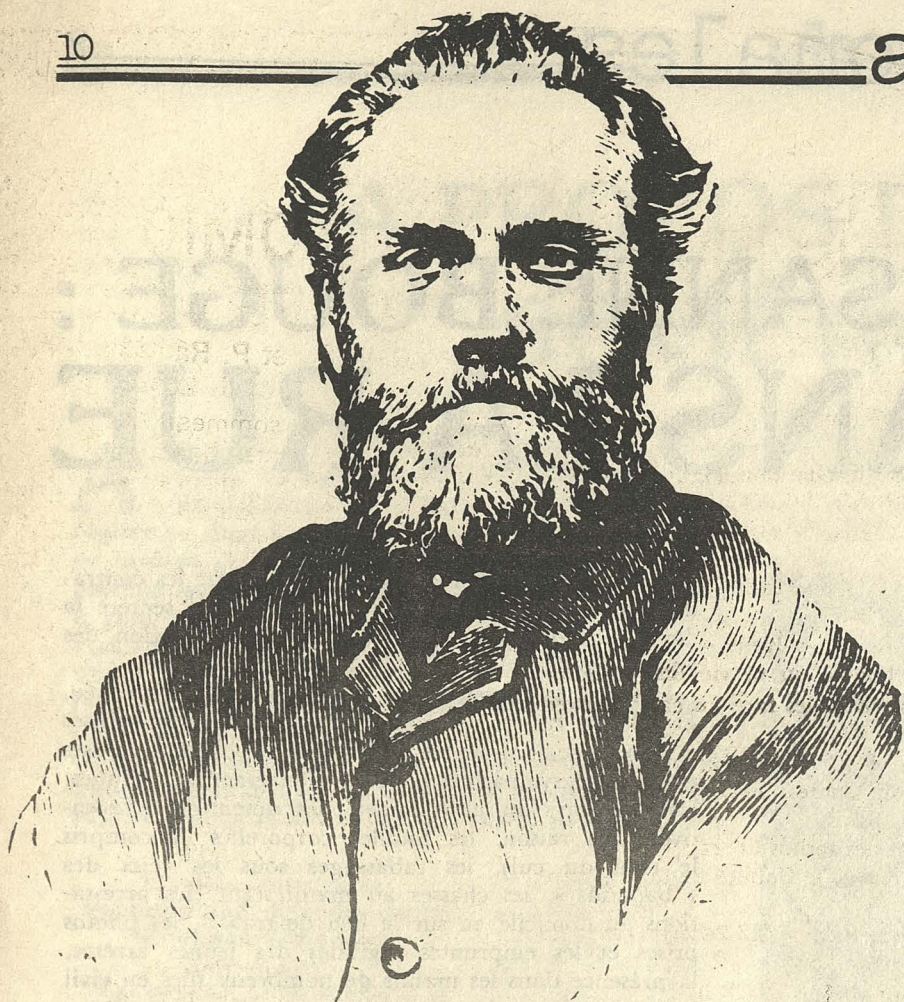
Les fameux meneurs ayant été condamnés, ce sont maintenant les avocats de « Lôzane bouge » qui comparaissent devant la chambre des avocats, coupables, paraît-il, d'avoir ridiculisé la justice..., comme si la justice n'arrivait pas à se ridiculiser toute seule...

Avant de conclure, deux remarques :

- alors que les autorités ont affirmé que les « émeutiers » n'étaient qu'une infime minorité de jeunes à ne pas confondre avec la jeunesse saine, les mouvements de jeunesse organisés ont lancé une demande d'amnistie. Emanant des Jeunesses chrétiennes suisse, allemande, cette demande d'amnistie a été fortement soutenue par une quantité de personnes et d'organismes de jeunesse, et un sondage a fait apparaître que 64% de la population suisse était favorable à cette mesure, cette proportion allant jusqu'à 70% dans les villes de plus de cent mille habitants (dont celles plus directement concernées par les manifs). La décision appartenait aux deux chambres fédérales (pouvoir législatif). Elles ont toutes les deux rejeté l'amnistie.

- Genève n'a pas été touchée par le mouvement. Il y a plusieurs raisons à cela : Genève est une ville internationale à fort brassage de population étrangère, et ses habitants sont généralement plus tolérants. Cette ville passe également pour être traditionnellement moins réactionnaire que d'autres cités helvétiques. Il est vrai aussi que les autorités genevoises, suite à des manifestations semblables qui eurent lieu il y a une quinzaine d'années, ont opté pour la prévention plutôt que pour la répression. Ainsi, en bonnes économistes, les autorités facilitent l'organisation de concerts, de festivals, subventionnent les centres de loisirs et les mouvements de jeunesse, etc. C'est moins cher que de payer des heures supplémentaires à la police. Et c'est plus malin : quelques miettes pour une jeunesse sage !

Que reste-t-il de ces mouvements en ce début 83 ? Pas grand-chose. Pratiquement, ils n'ont rien obtenu..., juste un centre « autonome » sous tutelle, à Zurich. Faute d'avoir pu clarifier leurs objectifs et populariser leurs luttes, les mouvements se sont liquéfiés. L'Etat a gagné, bien entendu : les forces en présence étaient trop inégales. Tout au plus ces manifestants ont-ils rappelé que le pouvoir est prêt à tout pour garder ses privilèges, qu'il est fabuleusement puissant et manipulateur et que, de plus en plus, tous nos comportements sont surveillés. Pas seulement ceux des jeunes...



LE SOCIALISME EN DANGER OU LA SOCIAL DÉMOCRATIE CONTRE LA RÉVOLUTION

DANS *Le Monde libertaire* du jeudi 3 février, nous avons évoqué à propos de l'article d'Elisée Reclus : « la prétendue décadence anarchiste », paru en 1904 dans *De Vrije socialist* (Le Socialiste libre), journal anarchiste néerlandais, la brillante personnalité de Domela Nieuwenhuis dont l'action fut déterminante dans les milieux libertaires des Pays-Bas.

Venu du protestantisme, engagé dans les rangs de la social-démocratie, il rompt avec cette dernière pour se consacrer à l'anarchisme. Cette rupture interviendra quelque temps après la publication, en 1898, à Paris, de son livre *Le Socialisme en danger* (1). Sur le thème de « la social-démocratie contre la révolution », Nieuwenhuis se livre dans cet ouvrage à une critique acerbe de la social-démocratie et démontre l'impossibilité pour cette dernière de réaliser la révolution sociale. Extrait de cet ouvrage, nous présentons à nos lecteurs les lignes qui suivent et qui démontrent, si besoin était, que sur le plan des idées, la bataille que se livraient au début du siècle les libertaires et les socialistes autoritaires demeure, plus que jamais, à notre époque, d'une brûlante actualité.

(1) En vente à la librairie du Monde libertaire, au prix de 78 F.

Il n'y a pas d'autre alternative que le socialisme d'Etat et le socialisme libertaire.

Lorsqu'on dit au congrès de Berlin (1892) : « la social-démocratie est révolutionnaire dans son essence et le socialisme d'Etat conservateur ; la social-démocratie et le socialisme d'Etat sont des antithèses irréconciliables », on a joué avec des mots.

Qu'est-ce que le socialisme d'Etat ? Liebknecht dit

que les socialistes d'Etat veulent introduire le socialisme dans l'Etat actuel, c'est-à-dire cherchent la quadrature du cercle ; un socialisme qui ne serait pas le socialisme dans un Etat adverse du socialisme. Mais qu'est-ce que les social-démocrates désirent ? N'est-ce pas le même Liebknecht qui parlait d'un « enracinement dans la société socialiste » (*hineinwachsen*) ?

Le socialisme d'Etat, dans la compréhension générale, est l'Etat régulateur de l'industrie, de l'agriculture, de tout. On veut faire de l'industrie un fonctionnement d'Etat, et au lieu des patrons capitalistes on aura l'Etat. Quand l'Etat actuel aura annexé l'industrie, il restera ce qu'il est. Mais avec le suffrage universel, lorsqu'en 1898, année de salut, les social-démocrates allemands auront la majorité, comme Engels et Bebel l'ont prédit, alors il est évident qu'on pourra transformer l'Etat à volonté, et le socialisme qu'on introduira alors sera le socialisme d'Etat.

Liebknecht appelle le socialisme d'Etat d'aujourd'hui le capitalisme d'Etat, mais il y a une confusion terrible dans les mots. Nous demandons ceci : quand la majorité du parlement sera socialiste et qu'on aura mis telle ou telle branche de l'industrie entre les mains de l'Etat, sera-ce là le socialisme d'Etat, oui ou non ?

Nous disons : oui, certainement.

Au congrès de Berlin, Liebknecht disait dans sa résolution : « Le soi-disant socialisme d'Etat, en ce qui concerne la transformation de l'industrie et sa remise à l'Etat avec des dispositions fiscales, veut mettre l'Etat à la place des capitalistes et lui donner le pouvoir d'imposer au peuple ouvrier le double joug de l'exploitation économique et de l'esclavage politique. »

Mais c'est justement ce que nous disons de la social-démocratie. Examinons ce desiderata.

Si l'Etat réglait toutes les branches de l'administra-

tion, on serait obligé d'obéir, car autrement on ne pourrait trouver de travail ailleurs.

Et de même que la dépendance économique, la dépendance politique serait plus dure ; l'esclavage économique amènerait l'esclavage politique ; et à son tour l'esclavage politique influencerait sur l'esclavage économique, le rendant plus dur et plus rigoureux.

Quand Liebknecht dit cela, il comprend très bien le danger et ne change pas la question en l'escamotant par un habile jeu de mots. Le capitalisme d'Etat, comme il l'appelle, sera le socialisme d'Etat, du moment que les socialistes seront devenus le gouvernement, et encourra les mêmes reproches que ceux que l'on formule contre l'Etat actuel. On est esclave et non pas libre, et un esclave de l'Etat, monarchique ou socialiste, est un esclave. Nous qui voulons l'abolition de tout esclavage, nous combattons la social-démocratie qui est le socialisme d'Etat de l'avenir. Ce que Liebknecht dit de l'Etat des Jésuites du Paraguay est applicable à l'Etat social-démocratique selon la conception des soi-disant marxistes : « dans cet Etat modèle toutes les industries furent la propriété de l'Etat, c'est-à-dire des Jésuites. Tout était organisé et dressé militairement ; les indigènes étaient alimentés d'une manière suffisante : ils travaillaient sous un contrôle sévère, comme forcés au bagne et ne jouissaient pas de la liberté ; en un mot, l'Etat était la caserne et le workhouse — l'idéal du socialisme d'Etat — le fouet commun et la mangeoire commune. Naturellement, il n'y avait pas d'alimentation spirituelle — l'éducation était l'éducation pour l'esclavage ».

Tel est aussi l'idéal des social-démocrates ! Grand merci pour une telle perspective !

Et cependant, en distinguant bien, il arrive à dire : « Le socialisme veut et doit faire détruire la société capitaliste ; il veut arracher le monopole des moyens de production des mains d'une classe et faire passer ces moyens aux mains de la communauté ; il veut transformer le mode de production de fond en comble, le rendre socialiste, de sorte que l'exploitation ne soit plus possible et que l'égalité politique, économique et sociale la plus complète règne parmi les hommes. Tout ce qu'on comprend maintenant sous le nom de socialisme d'Etat et dont nous nous occupons, n'a rien de commun avec le socialisme. » Liebknecht nomme cela le *capitalisme* d'Etat et il nomme le socialisme le vrai socialisme d'Etat. Nous sommes alors d'accord, mais n'oublions pas que l'esclavage ne sera pas aboli, même quand les social-démocrates seront nos maîtres et nous ne voulons pas de maîtres du tout.

L'Etat conserve le caractère hiérarchique, et c'est là le mal.

La question décisive est de savoir qui doit régler les conditions de travail. Si c'est le gouvernement de l'Etat, des provinces ou des communes, selon le modèle des postes par exemple, nous aurons le socialisme d'Etat, même si le suffrage universel est adopté. Si ce sont les ouvriers eux-mêmes qui règlent les conditions de travail selon leur gré, ce sera tout autre chose ; mais nous avons entendu dire par Sidney Webb que « rêver sans l'avouer d'un atelier autonome, d'une production sans règles ni discipline... que cela n'est pas du socialisme ».

Au contraire, nous disons que quiconque est d'avis que le prolétaire peut arriver au pouvoir par le suffrage universel et qu'il peut se servir de l'Etat pour organiser une nouvelle société, dans laquelle l'Etat lui-même sera supprimé, est un naïf, un utopiste. Imaginer que l'Etat disparaisse par le fait... des serviteurs de l'Etat !

expressions

UN PEU DE SCIENCE-FICTION

LA science-fiction, qui dans les années soixante-dix nous avait amenés un vent de révolte venu des Etats-Unis (Brunner, Silverberg, Dick), d'Angleterre (Ballard, Moorcock), de France (Jeury, Walther, Pelot), ou d'Italie (Aldani), semble s'être endormie ou s'être dirigée vers la hard-science. Ce genre, qui suit *La Guerre des étoiles* me semble peu intéressant, voire même franchement militariste et xénophobe dans bien des cas, à part peut-être la splendide *La Guerre éternelle* de Joe Haldeman. A part cette exception, dans la production actuelle, seuls les romans écrits par des femmes gardent

ce côté révolté (U.K. Leguin, Kate Wilhelm) et, bien sûr, Pelot qui commence à avoir derrière lui une œuvre conséquente et que nous, libertaires, apprécions je pense.

Mais je voudrais ici dire quelques mots d'un genre qui devient omniprésent et qui me semble significatif de la crise que traverse en ce moment la « création ». Après avoir remis en cause la société, avoir porté le message de défense de la liberté, des espoirs, de la défense de la nature, la science-fiction est envahie par les bouquins d'Heroic-Fantasy.

Suivant en cela le cinéma, le grand héros blond, pourfen-

dant des multitudes d'êtres plus répugnants les uns que les autres, est de retour et fait les délices de la jeunesse en mal de sensations. Les Conan, Mad Max, etc., se veulent les derniers héros clean d'un monde en décomposition, où la violence, le vol, la lutte pour la vie nécessitent de tuer pour ne pas être tué, d'exterminer pour survivre, etc., d'être le justicier aux yeux clairs face à des hordes de punks, chevelus barbus et autres femmes-amazones, etc. (1). Cela ne vous rappelle rien ? A moi si : le fascisme. Cette mode, même si elle n'est que passagère, ne me dit rien de bon ; les skinhead n'ont

pas encore envahi les rues de Paris, mais, nourris de ce genre d'idéologie, nul doute qu'une nouvelle forme de sport, la chasse aux différents ne devienne le nec plus ultra de quelque « avant-garde ». En Angleterre, c'est déjà un des déassements du week-end. Réaction du vieux baba cool, peut-être, mais je préfère encore être out, comme on dit, que d'être in et de hurler avec les loups.

Bien sûr, tous les bouquins de hard-fiction ne sont pas aussi manichéens, mais si vous voulez vous faire une idée, allez piquer au hasard l'un de ces ouvrages qui envahissent les librairies, vous les reconnaîtrez aisément aux

couvertures où le muscle noué, l'épée sanglante et la belle captive ont remplacé le vaisseau spatial, et vous verrez. Ne jetons pourtant pas le bébé avec l'eau du bain ; dans cette mare de boue et de sang surnagent quelques joyaux qui, eux, utilisent le genre pour un message de paix, d'harmonie et d'espoir. U.K. Leguin avec *Terremer*, M. Moorcock avec *Elic le nécromancien*, et quelques autres.

J.-C. BARRETTE
(groupe du Havre)

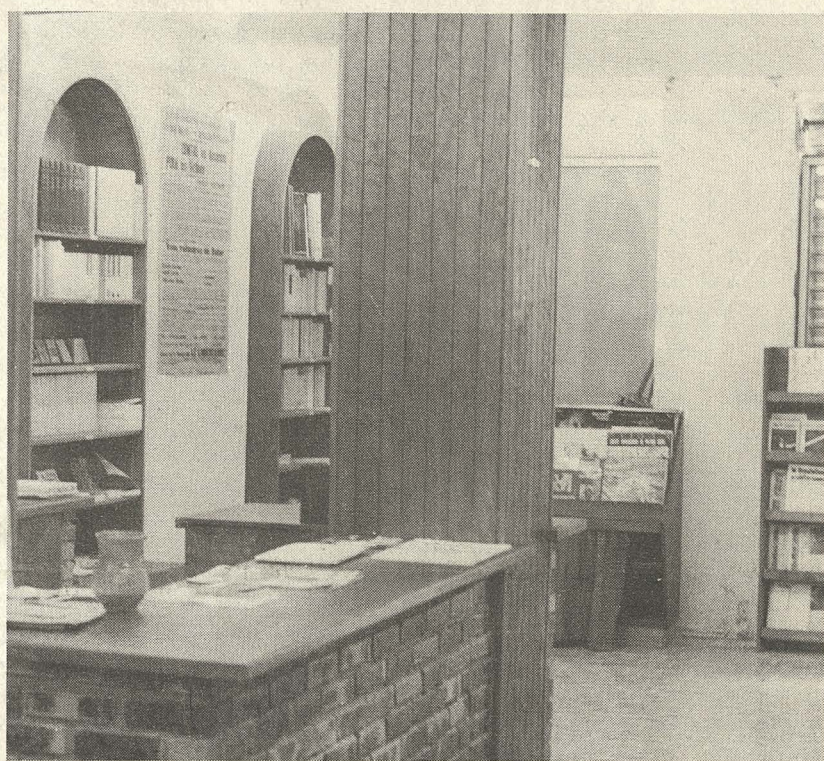
(1) Si vous pensez que j'exagère, essayez de lire un bouquin de la série des Hadon ou des Conan, ou allez au cinéma voir *Mad Max I*, à vomir...

LIVRES EN VENTE A PUBLICO

Proudhon, Pierre Haubtmann	228 F
La Révolution culturelle de l'An II, Serge Bianchi	66 F
Libération nationale et révolution sociale, G. Balkanski	45 F
Anarchistes, socialistes et communistes, Malatesta	50 F
Pour ou contre les élections, Malatesta/Merlino	15 F
Le Mouvement anarchiste en France (des origines à 1914), Jean Maitron	80 F
Nestor Makhno, le cosaque de l'anarchie, Alexandre Skirda	110 F
L'Unique et sa propriété (préfacé par E. Armand), Max Stirner	35 F
Kropotkine, Planché	30 F
Articles politiques, Malatesta	12 F
La liberté, Bakounine	25 F
L'Entraide, Kropotkine	35 F
Le Cours d'une vie, Lecoq	35 F
Centralisme et fédéralisme, éditions du Riflard	15 F
Communisme et anarchisme, Cafiero	4 F
La crise économique, le chômage, Faure	12 F
Almanach surréaliste du demi-siècle	50 F
Dose létale, Maricourt	39 F
Testament phonographe, Ferré	45 F
Dis donc Ferré, Travelet	25 F
Histoire du mouvement anarchiste, les « dossiers de l'histoire »	12 F
Le Pantalon, Scoff	70 F

LISTE
DES PROCHAINS INVITÉS
DE RADIO-LIBERTAIRE

- Mercredi 9 février : « Lycée-les s'exprimer » (19-20 h) : avec les lycéens du lycée autogéré du 14^e arrondissement de Paris ;
- « L'invité quotidien » (20-22 h) : le chanteur Hamou Cheheb et son disque *Un petit bout de tendresse*.
- Jeudi 10 février : « La vie d'artiste » (16-18 h) : le poète Vincent Jarry ;
- « C'est la lutte finale » (12-14 h) : les étudiants de Paris-III Censier en lutte ;
- « Sans frontières » (22-24 h) : la poésie en Italie.
- Vendredi 11 février : « La bourse ou la vie des consommateurs » (10-12 h) : les médecines parallèles face au cancer, avec l'AFOC ;
- « Le Magazine pour rire » (14-18 h) : avec Bernard Meulien qui dit et chante le poète Gaston Couté ; Francesca Solleville et Rosalie Dubois ;
- « Infos » (18-19 h) : avec le front des radios libres ;
- « L'invité quotidien » (20-22 h) : avec le Comité de lutte contre la vivisection ;
- « Je veux aller sur la rive d'en face » (22-24 h) : avec le groupe Dix sur Dix (le supermarché de l'art).
- Samedi 12 février : « Croissant show » (9-12 h) : Carnaval ! Histoire des fêtes populaires avec E. Leroy Ladurie ; (19-20 h) : présentation de l'émission « Prisons » qui reprend tous les samedis ;
- « Paris Banlieue Blues » (22-24 h) : avec un lieu d'accueil pour jeunes.
- Dimanche 13 février : « Omnibus 16 » (14-17) : avec le groupe Hellebore ;
- « Jazz en liberté » (17-20 h) : avec l'ARFI ;
- « Trisomie 21 » (20-24 h) : spécial Cure, avec un enregistrement de concert et un interview, et une séquence sur la danse.
- Lundi 14 février : « Grand angle » (14-18 h) : avec l'association Audio-pradif (super 8 sonore) qui parlera du Festival international canadien super 8 et présentera deux productions : *La Grève des sans-papiers* et *Prisonniers au Pérou*. L'association Grain-de-sable parlera du cinéma militant.
- Mardi 15 février : « Le magazine pour rire » (14-18 h) : avec Gilles Mechin et Michel Maillhé (sous réserve).
- Mercredi 16 février : « L'invité quotidien » (20-22 h) : Yves Frémion parlera de son livre *L'ABC de la BD* et annoncera ses débuts sur les ondes de Radio-Libertaire le jeudi 17 janvier, avec l'émission « Cérémonie 1984 » ;
- « Médias » (22-24 h) : avec le fanzine Canoë.
- Jeudi 17 février : « Cérémonie 1984 » (15-16 h) : premier sujet : Peut-on faire l'amour avec un adversaire politique ?



La librairie du Monde libertaire.

NOTES DE LECTURE

« Gaston Lucas, serrurier » par Adélaïde Blasquez

Il existe des hommes comme cela, qui sont les hommes de tous les jours. Adélaïde Blasquez a entrepris de nous conter la vie de l'un d'entre eux : Gaston Lucas (1) ! Chronique d'un anti-héros, a-t-elle sous-titré son ouvrage à juste raison. Cette histoire est l'histoire des hommes au travail dans cette fraction de notre époque qui voit se développer à une cadence infernale la société industrielle.

L'enfance de Gaston Lucas est celle de tous les hommes de ma génération, construite sur des bases traditionnelles, une éducation solide — disons bourgeoise — et un métier manuel. Gaston Lucas sera serrurier ! Ce n'est pas sans une certaine tendresse que j'ai revu, à travers ces pages, tous ces gestes de l'apprenti apprenant un métier qui, alors, étaient nobles et qui furent les miens. Et naturellement, Gaston Lucas a la nostalgie de ce qui fut ses « belles années ».

Gaston Lucas n'est pas un révolutionnaire : des patrons, il en faut ; il suffit de s'accommoder d'eux dans la mesure où ils s'accommodent de vous. Naturellement, tout au long de ces pages, il va s'interroger sur le monde qui l'entoure, mais sa réflexion passe par son travail auquel il doit ses satisfactions les plus vives, et, au soir de son existence, mélancolique, il constate : « Je vois mes petits-enfants — qui pourtant ont été élevés dans les bons principes — ils ne sont jamais satisfaits de leur sort. Ils voudraient bien vivre, avoir tout, mais pas tellement travailler... ».

Gaston Lucas va faire son service militaire, comme tout le monde. Naturellement, il râlera suivant les plus pures traditions contre la connerie de l'administration militaire. La soupe est infecte, les sous-offs abrutis, mais il s'en sort en dégottant une planque à l'armurerie. Il n'a pas un amour immodéré pour l'armée ; il en discerne les méfaits. Il serait plutôt pacifiste..., mais que voulez-vous ? On sent percer en lui le regret de ne pas avoir eu une action plus active contre cette machinerie abrutissante, mais en ce temps-là personne ne s'est présenté pour lui ouvrir l'esprit ! Gaston Lucas est un homme tranquille, pondéré, dont les mouvements de révolte ne dépassent pas la réprobation morale et, après tout, la vie militaire l'a sorti de la campagne et l'a en

quelque sorte dégourdi.

Et puis Gaston Lucas nous parle de sa famille, de son travail, de ses petits ennuis, de ses patrons... C'est la vie ! Enfin, il débarque à Paris. « A Paris, nous dit-il, les compagnons ne prenaient pas le métier moins au sérieux que ceux que j'avais connus à mes débuts ; simplement, ils ne faisaient pas de sentiment avec le patron. » Enfin, c'est la drôle de guerre qu'il juge avec le tour d'esprit de monsieur tout le monde. Il sera fait prisonnier et connaîtra la captivité en Allemagne. Le cafard, les vexations, les petites vengeances contre les gardiens. Des broutilles, quoi ! Il s'en sort, « le Français est débrouillard ». La correspondance qu'il entretient avec sa famille, et que l'auteur publie, est attendrissante.

Enfin, c'est la Libération, avec ses aléas sur les routes du retour, avec, en conclusion, cette phrase prononcée par des milliers de familles : « Levez-vous, venez voir, voilà votre père qui arrive. » La Libération le décoit ; il ne sera pas le seul. Mais il ne se posera pas la question de savoir quelle est sa part de responsabilité à lui, Gaston Lucas, et à des milliers d'autres Gastons Lucas dans cette situation. Et puis la vie reprend, avec ses petites joies, ses petites peines. A la fin de sa vie, fatigué, il manquera son suicide, incapable d'échapper à la grisaille d'une existence construite en dehors de lui et que, résigné, il subit. En vérité, il aura tout manqué !

Pourquoi vous ai-je parlé de ce livre somme toute banal ? D'abord, par sa facture, l'auteur a su rendre vivante une vie sans éclats, mais surtout parce que Gaston Lucas — un homme estimable, un honnête homme, un anti-héros — est un homme vrai, un homme qui a été fabriqué par la société capitaliste en place, que c'est à lui que nous nous adressons journellement ; c'est lui qu'il faut faire évoluer, et si on veut le faire évoluer, il faut d'abord bien le connaître ! Gaston Lucas, un homme tiré à des milliers d'exemplaires. Le seul matériau que nous possédons pour construire un monde différent.

Maurice JOYEUX

(1) Gaston Lucas, serrurier..., aux éditions Plon.

CINÉMA

« ATOMIC CAFÉ »

réalisé par K. et P. Rafferty et J. Loader

NOUS sommes aux Etats-Unis dans les années quarante-cinquante ; la propagande en faveur de la bombe atomique bat son plein. Le gouvernement, l'armée, se démènent pour imposer la bombe, signe de la virilité des Etats qui, sans ce moyen, se sentiraient incapables.

La bombe, symbole phallique d'une armée d'impuissants, ce n'est certes pas là une grande découverte, mais l'intérêt du film réside dans le fait que l'on ne pourra pas le taxer d'être un produit de l'imagination débordante et fabulatrice de quelque antimilitariste de comptoir.

En effet, *Atomic Café* est le montage d'extraits de films de propagande gouvernementale et militaire, de shows télévisés, d'émissions radios et de « bombs songs ». Le résultat en est bien différent de ce qu'il a été à l'époque ; le montage, fort bien réalisé, rend toute cette propagande bien grotesque. Retour de balle, ou plutôt de bombe, en pleine gueule de ces crétins qui engagent l'humanité entière dans leurs délirantes paranoïaques.

Ce film doit nous faire réfléchir si l'on ne veut pas qu'un jour, avant d'aller pointer, notre café du matin soit radio-actif. (Sortie le 15 mars).

Jean-Luc

SELECTION
TELEVISION

— TF1 : le 14 fév. à 16 h 40 : *Paroles d'hommes*, par H. Gougaud, le célèbre conteur de Radio-Libertaire.

Le 15 fév. à 21 h 35 : *Palace n° 1*, avec Hagel O'Connors, Sparks, Ian Dury et le groupe « Marquis de Sade ». A partir de 22 h, n'oubliez pas de baisser le son...

Le 18 fév. à 21 h 40 : *Quelques hommes de bonne volonté*, d'après l'œuvre de Jules Romains, avec J.-C. Dauphin, Jean-Pierre Aumont. A la fin de l'année 1908, l'histoire des hommes et de leurs passions.

— A2 : le 14 fév. à 20 h 35 : *Roméo et Juliette*, par Charles Gounod. Un grand moment enregistré à l'Opéra de Paris, en mai 1982.

Le 16 fév. à 15 h 05 : *Car-nets de l'aventure : Bivouac chez les Pygmées*. Deux cent cinquante kilomètres à travers pistes pour découvrir la nature.

— FR3 : le 13 fév. à 20 h 35 : *Mise à mort d'une République*. Il y a cinquante ans, le 30 janvier 1933, Adolf Hitler devenait maître du Reich allemand...

Le 14 fév. à 20 h 33 : monsieur Cyclope, alias Pierre Desproges, nous propose : *Voyons Sa Sainteté est sérieuse comme un pape*.

Le 18 fév. à 21 h 30 : *Flash 3* le magazine de la photo. La concurrence à *Grand Angle* s'organise.

PÉTROLE ET CRISE ÉCONOMIQUE

La hausse du prix du pétrole, c'est la crise !

On nous a rabaché, depuis dix ans, que la responsabilité de la crise économique qui sévit toujours incombe aux seules hausses du prix des matières premières (et du pétrole en particulier) qui intervinrent brutalement à partir de 1973. La thèse officielle qui fut développée depuis lors expliquait que ces augmentations successives avaient remis en cause une croissance économique fondée justement sur une énergie à bon marché et disponible en grandes quantités, remise en cause qui s'est traduite par une déstabilisation importante du marché, par une exacerbation de la concurrence et par l'aggravation de la situation des secteurs de production vieillissant.

La baisse du prix du pétrole, c'est la crise !

Aujourd'hui, il apparaît qu'une diminution importante du prix des produits pétroliers ne manquerait pas d'avoir des conséquences désastreuses pour l'économie mondiale.

Selon les thèses actuellement développées, une telle baisse risquerait, d'une part, d'atteindre gravement les pays qui exploitent des gisements dont les coûts d'extraction sont déjà très élevés, comme en mer du Nord par exemple. Certains pays producteurs (1) peuvent donc être amenés à abandonner l'exploitation de ces gisements.

Un mécanisme similaire menace les investissements en matière d'économie d'énergie et le développement des énergies alternatives qui risquent alors de ne plus être rentables et donc d'être remis en cause (2).

Enfin, cette déstabilisation menace de s'étendre au secteur financier puisqu'elle amputerait fortement les revenus des pays qui avaient mis à profit la présence de gisements sur leurs territoires pour obtenir des prêts importants auprès des institutions financières internationales. C'est le cas par exemple du Mexique (3) pour qui une baisse d'un dollar sur le prix du baril de pétrole se traduirait par un manque à gagner allant de cinq cent cinquante millions à six cent vingt millions de dollars par an. La remise en cause de ce qui est souvent la source principale de solvabilité de ces pays pourrait alors provoquer une crise financière tant à leur niveau qu'à celui de leurs créanciers.

Un tel « scénario du pire » a été commenté en ces termes par le ministre saoudien du pétrole : « Vous verrez des faillites partout, notamment aux Etats-Unis, vous verrez le système bancaire soumis à de sérieuses pressions... ».

En tout état de cause, nombre de pays producteurs feraient les frais d'une telle baisse, si celle-ci devait s'accroître. « Cette forme de concurrence n'a théoriquement pas de limite au-dessus du coût marginal de production et ne pourrait en fait être arrêtée que lorsqu'elle aura provoqué de tels dégâts dans les économies d'un nombre suffisant de pays membres (financièrement les plus faibles) qu'ils seraient de fait contraints d'accepter une procédure de soutien des prix (...). Le processus de dégradation pourrait durer de six mois à un an et il est fort probable qu'une bonne partie des dégâts causés soit irréparable. » (3).

Le capitalisme, c'est la crise !

Il s'avère que, dans la perspective d'une réduction importante des prix du pétrole, la situation des pays producteurs — au moins pour certains d'entre eux — deviendrait extrêmement critique. Il en va tout autrement pour les pays consommateurs de produits pétroliers et pour l'Europe en particulier. En effet, une diminution des prix à la consommation devrait rapidement intervenir, surtout s'il y a concurrence entre les différents pays producteurs. De plus, cette diminution devrait logiquement entraîner une réactivation de l'économie et du commerce internationaux, ainsi qu'une baisse des taux d'intérêt. Enfin, cette situation devrait permettre aux pays occidentaux de mettre fin au monopole que possédaient jusqu'à présent les pays producteurs sur l'approvisionnement en ressources énergétiques.

Mais qu'est-ce qui fait alors courir les capitalistes ? Pour le comprendre, il suffit de se reporter aux déclarations de Chalandon, ancien ministre et PDG actuel d'Elf-Aquitaine. Selon lui, le problème réside à long terme dans la rupture des équilibres et des échanges qui s'étaient établis depuis 1973 entre les pays producteurs et les pays occidentaux. La diminution des ressources des pays producteurs — au Moyen-Orient en particulier — va provoquer une réduction de leurs achats en biens d'équipement (usines-clé-en-main, etc.) et en matériel d'armement dont la vente ces dernières années était source de prébendes pour les pays occidentaux (particulièrement pour la France). De plus, cela se traduira par une diminution des marges et des ressources des entreprises pétrolières et c'est surtout ce dernier effet qui les fait grincer des dents !

Il s'avère donc que si les hausses successives du pétrole à la production s'étaient traduites par des effets néfastes pour l'économie mondiale, les entreprises capitalistes avaient su mettre ces hausses à profit pour créer de nouveaux marchés et pour retrouver de nou-

velles sources de profit tout aussi juteuses. L'élévation importante du prix des matières premières n'avait donc pas provoqué la crise que l'on s'est complu à nous décrire, même si elle avait rendu nécessaire un redéploiement des entreprises en fonction de cette nouvelle conjoncture. Aujourd'hui, les capitalistes eux-mêmes reconnaissent le dangereux déséquilibre auquel on était arrivé, dans les années 1971-1972, entre le petit nombre de gisements pétroliers découverts annuellement et la consommation toujours croissante des produits pétroliers. « C'est — selon le PDG d'Elf-Aquitaine — la constatation de ce déséquilibre qui est une des explications profondes de la hausse des prix brutale de 1973. »

Il apparaît donc clairement que les causes de la crise économique qui sévit depuis dix ans étaient étrangères aux variations du prix des produits pétroliers. C'est d'ailleurs ce que révélaient depuis longtemps la profondeur et l'ampleur mêmes de cette crise, ainsi que ses récents développements (cf. *La Première Puissance du monde en plein caca*, en page 7 de ce numéro). Et si les variations importantes du prix des matières premières ont pu accélérer et déclencher la crise économique mondiale, c'est ailleurs qu'il faut rechercher les causes véritables de celle-ci. Au-delà de ses caractères les plus apparents (chômage, inflation, engorgement des structures d'écoulement de la production) et des paramètres qui permettent d'analyser cette crise (baisse de la productivité, déséquilibre entre secteur des biens de production et secteur des biens de consommation — déséquilibre particulièrement important en France —, baisse du taux de profit, etc.), c'est dans les déséquilibres structurels liés à la croissance économique et au type même de croissance qu'il faut en chercher les causes. L'augmentation sans cesse croissante de la part prise par le secteur tertiaire, par les dépenses publiques et, plus généralement, par les dépenses dites « improductives » a créé des déséquilibres durables, d'autant plus que c'est l'augmentation de ces dépenses improductives qui était utilisée jusque là pour répondre aux contradictions internes du capitalisme. Cause de la crise et moyen utilisé contre elle, cette déstabilisation profonde devait déboucher inéluctablement sur une spirale de crise, accentuant sans cesse les déséquilibres économiques puisque les réponses utilisées pour pallier ses effets sont justement les facteurs principaux qui en sont à l'origine.

Philippe (groupe Kropotkine)

(1) Le Mexique et l'Angleterre, ainsi que certains pays membres de l'OPEP, comme le Venezuela et le Nigeria.

(2) Cf. Le Prix du pétrole en 1983 : une année critique, rapport publié en décembre 1982 par le Groupe de recherches sur la politique pétrolière des pays exportateurs.

(3) Dont la dette est la deuxième du monde.

LES PILULES À MAIRE

Qu'est-ce qui a poussé Edmond Maire à bavarder ainsi sur les marches du Palais ? Certains lui reprochent de se montrer déloyal à l'égard de la majorité, de mettre ses pieds de syndicaliste dans le plat d'une cuisine électorale réservée, selon Jospin, aux seuls politiciens. A-t-il voulu lancer un avertissement pour infléchir une politique en cours d'élaboration et renforcer par la même occasion son image de dirigeant tout à la fois ferme, réaliste, responsable ? Il donne, en tous les cas, du travail aux exécutés.

Des esprits tordus et certainement mal intentionnés avancent une autre hypothèse : les tenants du pouvoir socialiste, si souvent accusés d'incohérence, auraient, en vérité, un art consommé d'envelopper leur marchandise. Ainsi, à propos de la rigueur, deuxième mouture en préparation, tout a commencé par cette réflexion de Jacques Delors, jetée négligemment sur

ce second tour de vis qu'il n'hésiterait pas à donner si...

Et puis voici Edmond Maire jouant sur le perron de l'Elysée un rôle qu'il affectionne semble-t-il, celui de préparateur en pharmacie homéopathique chargé de nous faire avaler une à une les pilules les plus amères. A l'appui de leur thèse les esprits malveillants ajoutent : est-il imaginable que le secrétaire général cédétiste se soit livré à ce numéro après un entretien d'une heure et demie avec le Président sans que le père François soit dans le coup ? Et admirez la technique de l'artiste dans ses différentes attitudes...

Prudent : « Si un deuxième plan de rigueur s'avère nécessaire, et cette hypothèse doit maintenant être envisagée... »

Réaliste : « Il y a des menaces sur le pouvoir d'achat, des menaces sur le franc, des menaces sur l'avenir économique, etc. »

Sentencieux : « Il n'est jamais bon que les responsables cachent la vérité. »

Responsable : « Quand on regarde en face cette situation le mieux est de commencer à temps à faire des hypothèses. »

Pathétique : « Car la rigueur restera ô combien nécessaire ! »

Ferme : « La CFDT s'opposera par avance à toute radicalisation. »

Jospin, nous dit-on, a froncé le sourcil en entendant ces propos. Inopportune cette intervention en pleine campagne électorale ? Allons donc ! Que ce grand syndicaliste responsable, révolutionnaire et autogestionnaire en appelle ainsi à la rigueur « ô combien nécessaire » et inévitable dans un proche avenir, n'est-ce pas aussi la justification de la rigueur passée ? Et le bon peuple, ainsi averti qu'il n'y a aucun moyen d'y échapper, pourrait penser qu'après tout, avec la gauche, il existe tout de même une petite chance pour que ce soit moins douloureux...

Dans toute cette histoire seul Bergeron est sincère. Il a sauté d'indignation le petit bonhomme,

vieil habitué de la rue du Faubourg St Honoré et qui, en tant qu'interlocuteur valable, en est à son quatrième Président de la République. « Comment, s'est-il étonné, j'ai été reçu le 20 décembre par le Président et il ne m'a rien dit de tous ça ? Me faire ça à moi ! » Et, aussi sec, il a demandé une audience immédiate à Mauroy...

Pour l'économiste Jean Boissonnat Edmond Maire n'a fait que révéler un secret de Polichinelle. « Tous les observateurs savaient, écrit-il, que depuis plusieurs mois, des experts travaillent à l'Elysée, à Matignon, rue de Rivoli, sur un éventuel resserrement de la politique de rigueur ». Mais personne n'était mieux placé que le secrétaire général de la CFDT pour présenter l'affaire au grand public. Il a soigneusement pesé ses propos et, certes, il a pris les précautions d'usage en ce qui concerne le SMIC, les 35 heures en 1985 (sans compensation ?) la réforme fiscale, « les options

fermes » sur les chômeurs. Mais sa déclaration est bien dans le droit fil de la doctrine qu'il n'a cessé de défendre depuis plus de deux ans, quand il en a appelé aux « nouvelles solidarités », quand il a proclamé que « les données économiques et monétaires se vengent durement quand veut les oublier ».

Aujourd'hui la plus brutale de ces données c'est le déficit du commerce extérieur et la menace qu'il fait peser sur la monnaie. Maire le constate mais il se garde bien d'en analyser les causes, de dénoncer l'irrationalité d'un système économique qui porte en lui les crises comme les nuées portent l'orage. La « solution » que propose le pouvoir ne peut être qu'une réduction de la consommation. Au lieu d'organiser la riposte le syndicaliste Maire prête une fois de plus la main à une opération de replâtrage du régime dont les travailleurs supportent tous les frais.

S. BASSON

souscrivez... abonnez-vous... souscrivez... abonnez-vous... souscrivez.